

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

**RAPPORT DE LA REVUE A MI-PARCOURS
DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2024,
AU 31 JUILLET**

Août 2024

Sommaire

INTRODUCTION.....	3
1. Contexte d'exécution	3
2. Situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 au 31 juillet	5
2.1 . Situation de la mobilisation des ressources budgétaires.....	6
2.1.1 Au titre des recettes ordinaires.....	6
2.1.2 Au titre des recettes extraordinaires.....	9
2.2 . Situation d'exécution des dépenses budgétaires.....	10
2.2.1 Au titre des dépenses ordinaires	11
2.2.2 Situation d'exécution des dépenses en capital.....	14
2.2.5 Mise en œuvre des plans de passation des marchés	18
2.2.6 Situation des dépenses non abouties (DNA) et des restes à liquider des Autorisations d'engagement (AE) des ministères et institutions	19
3. Perspectives d'exécution du budget en fin d'exercice 2024	20
3.1 . Perspectives de mobilisation des ressources budgétaires pour le reste de l'année 2024 ...	20
3.1.1 Perspectives en matière de mobilisation des recettes ordinaires.....	21
3.1.2 Perspectives de mobilisation des recettes extraordinaires à fin décembre 2024	23
3.2 . Perspectives d'exécution des dépenses	23
4. Difficultés et recommandations.....	24
4.1 . Difficultés dans l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024	24
4.2 .Recommandations	25
Conclusion	26
ANNEXES	I

INTRODUCTION

La revue à mi-parcours de l'exécution du budget de l'Etat est un exercice de réédition des comptes sur l'exécution du budget instituée dans le cadre de l'évaluation et du suivi de la performance de la gestion budgétaire.

Elle permet de faire le point de l'exécution des budgets des ministères et institutions et de formuler des recommandations pour la suite de l'exécution en vue d'une bonne clôture de l'exercice budgétaire conformément au calendrier y relatif. Dans ce sens, la conduite de la revue à mi-parcours permet d'identifier, entre autres, les dépenses qui ne pourront pas aboutir avant la clôture de l'exercice budgétaire et qui pourraient impacter négativement les objectifs budgétaires de l'année suivante. Elle permet ainsi de faire la jonction entre le budget en cours d'exécution et celui en élaboration à travers la prise en compte dans le second, des dépenses qui ne pourraient pas s'exécuter en année courante.

Aussi, la revue à mi-parcours donne l'occasion d'apprécier les performances des régies de recettes et de procéder à un éventuel réajustement des prévisions budgétaires s'il y a lieu. Ces ajustements, peuvent se faire par voie législative à travers un projet de loi de finances rectificative ou par voie réglementaire à travers des ouvertures de crédits par des décrets d'avances suivie d'annulations des crédits si le contexte le commande.

Elle est conduite avec tous les acteurs responsables de l'exécution du budget de l'Etat dont les Ministres et Présidents d'institutions. Les conclusions sont soumises à l'approbation du Conseil des ministres et mises à la disposition du public.

Le présent rapport, fait la synthèse de l'exécution du budget de l'Etat exercice 2024 au 31 juillet. Il s'articule autour de quatre (4) points que sont (1) le rappel du contexte d'exécution, (2) la situation d'exécution du budget (3) les perspectives d'exécution et (4) les difficultés et recommandations.

1. Contexte d'exécution

Le budget de l'Etat, exercice 2024, s'exécute dans un environnement économique international marqué par la persistance des tensions géopolitiques et inflationnistes, du retrait des dispositifs d'appui budgétaire dans plusieurs pays ainsi que le maintien du resserrement des politiques monétaires.

Dans un tel contexte, les perspectives de croissance économique sont modérées. La croissance économique mondiale se stabiliserait à 3,2¹% en 2024 comme en 2023.

L'inflation mondiale continuerait de régresser pour s'établir à 5,8% en 2024 après 6,8% en 2023. En effet, les pressions inflationnistes devraient s'atténuer légèrement grâce à l'évolution favorable de l'offre sur le marché mondial et au resserrement des politiques monétaires de la plupart des banques centrales.

Dans l'union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la croissance économique de l'Union ressortirait vigoureuse à 6,5% en 2024 contre 5,6% en 2023, en rapport avec le renforcement des activités extractives et la mise en production de nouveaux champs pétrolier et gazier, notamment au Niger et au Sénégal et atténuée par la morosité de la conjoncture internationale et la persistance des problèmes sécuritaires internes.

En 2024, l'inflation dans l'Union resterait maîtrisée pour s'afficher à 2,8% contre un taux d'inflation de 3,7% en 2023, en lien avec la détente des cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers et la poursuite des mesures de lutte contre la vie chère.

Par ailleurs, le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA, reste toujours suspendu en attendant les décisions des autorités de l'Union. Toutefois, les bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques devraient demeurer une priorité pour les différents Gouvernements de l'Union dont celui du Burkina Faso.

Sur le plan national, le budget s'exécute dans un contexte socio-économique difficile marqué d'une part, par la persistance de la crise sécuritaire et la dynamique de reconquête du territoire et par celle des effets négatifs des tensions géostratégiques engendrant des dysfonctionnements dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières en induisant des niveaux toujours élevés des prix à la consommation, d'autre part.

Ce contexte est marqué spécifiquement par :

- une poursuite des efforts pour la maîtrise de la situation sécuritaire et son impact sur l'activité économique nationale ;
- une prospection active pour élargir l'assiette fiscale en vue de la mobilisation des recettes domestiques suite aux retraits de certains partenaires du processus des appuis budgétaires ;
- une volonté affichée du Gouvernement de réduire le train de vie de l'Etat afin de dégager plus de ressources pour le financement des priorités du moment ;

¹ Rapport de suivi de l'économie et du développement, numéro 133 édition d'avril 2024.

- le retrait du Burkina Faso de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et sa participation à la création de la confédération de l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

Certains éléments du contexte impactent négativement la mobilisation des ressources du budget de l'Etat. Toutefois, sous l'hypothèse de la poursuite d'une bonne dynamique associée à la perspective d'une campagne agro-pastorale favorable et ce, malgré un contexte national et international difficile, la croissance économique connaîtrait une accélération de son rythme et ressortirait à 5,5 % en 2024 contre 3,6 % en 2023.

Le produit intérieur brut (PIB) nominal quant à lui s'établirait à 13 298,9 milliards FCFA en 2024 contre 12 344,5 milliards FCFA en 2023. Ces bonnes perspectives seraient la résultante de la croissance dans l'ensemble des secteurs d'activités.

2. Situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 au 31 juillet

Le budget de l'Etat, exercice 2024, a été adopté en recettes et en dépenses (crédits de paiement) respectivement à 3 019,12 milliards FCFA et à 3 694,59 milliards FCFA avec une épargne budgétaire de 509,69 milliards FCFA et un besoin de financement de 675,48 milliards FCFA représentant 4,6% du PIB nominal. En prenant en compte les prévisions du compte d'affectation spécial (CAS), « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 125 milliards FCFA, le montant des recettes s'établit à 3 144,12 milliards FCFA.

Cependant, au cours de la période sous revue, les prévisions des dépenses ont fait l'objet d'ajustement à travers l'adoption de deux (02) décrets portant ouverture de crédits budgétaires à titre d'avances d'un montant cumulé de 163,04 milliards FCFA pour faire face à des nouvelles priorités. A cet effet, des régulations de crédits budgétaires d'un montant de 187,66 milliards FCFA ont été opérées. La prise en compte de ces ajustements a porté le montant des prévisions de crédits de paiement du budget 2024 autorisé en exécution à 3 669,97 milliards FCFA.

Au 31 juillet 2024, le niveau global d'exécution du budget s'élève à 1 646,75 milliards FCFA en recettes et à 2 108,23 milliards FCFA en dépenses (base engagée visée). Ces niveaux d'exécution correspondent à des taux de réalisation respectifs de 52,38% et 57,45%. Le taux de recouvrement des recettes était de 61,04% et celui d'exécution des dépenses était de 57,86% en 2023 à la même période.

Le détail de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 est retracé dans les **annexes 1, 2 et 3**.

2.1. Situation de la mobilisation des ressources budgétaires

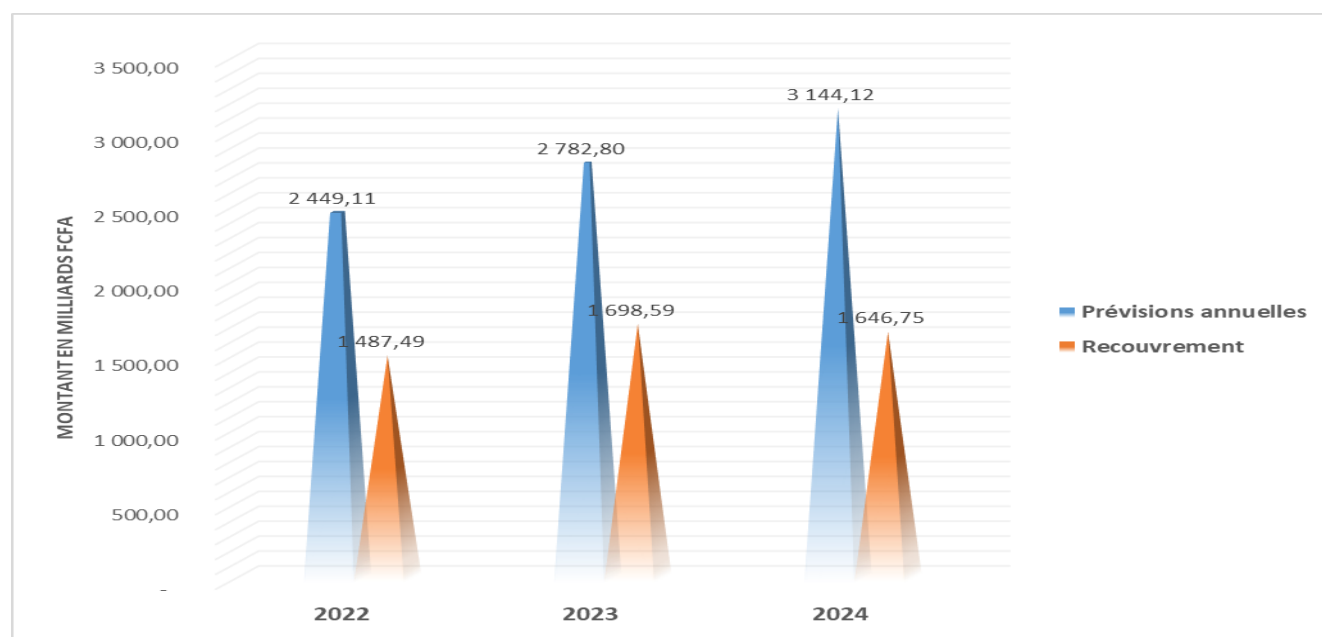
Les prévisions de recettes au titre de l'exercice 2024 sont de 3 144,12 milliards FCFA. Elles étaient de 2 782,80 milliards FCFA en 2023 et de 2 449,11 milliards FCFA en 2022, soit un taux de progression moyen de 13,30% sur la période 2022-2024. Il est à signaler que ces prévisions intègrent les recettes du CAS « remboursement crédits TVA » de 125 milliards FCFA, 100 milliards FCFA et 100 milliards FCFA respectivement pour les années 2024, 2023 et 2022.

Au 31 juillet 2024, les recettes budgétaires mobilisées s'établissent à 1 646,75 milliards FCFA correspondant à un taux d'exécution annuel de 52,38 %.

En glissement annuel, le niveau de mobilisation des recettes budgétaires au 31 juillet est en baisse de 33,74 milliards FCFA (02,01 %) en 2024. En rappel, les ressources budgétaires avaient été mobilisées à hauteur de 1 680,49 milliards FCFA au 31 juillet 2023.

Le détail des réalisations par nature de recettes au titre des exercices 2022, 2023 et 2024 au 31 juillet est consigné dans ***l'annexe 1***.

Graphique 1 : Mobilisation des recettes au 31 juillet des années 2022, 2023 et 2024



Source : DGB 2024

2.1.1 Au titre des recettes ordinaires

Les prévisions des recettes ordinaires du budget de l'État au titre de l'exercice 2024 sont de 2 916,79 milliards FCFA contre 2 579,30 milliards FCFA en 2023 et 2 110,04 milliards FCFA en 2022, soient des taux de progression de 13,08 % entre 2023 et 2024 et de 22,24% entre 2022 et 2023.

Au 31 juillet 2024, les réalisations globales des recettes ordinaires s'élèvent à 1 594,96 milliards FCFA sur un objectif de recouvrement de 1 711,53 milliards FCFA, soient un taux de réalisation périodique de 93,19 %. Par rapport aux prévisions annuelles, il ressort un taux d'exécution de 54,68%. A la même période en 2023 et 2022, les taux d'exécution par rapport aux prévisions annuelles de recouvrement étaient respectivement de 58,60% et 65,16%. On note une baisse de 3,92 points de pourcentage par rapport à 2023 et une baisse de 10,48 points de pourcentage par rapport à 2022.

Toutefois, en valeur nominale, le niveau de recouvrement des recettes ordinaires à fin juillet 2024 est en hausse de 83,46 milliards FCFA par rapport à celui de fin juillet 2023 correspondant à un taux d'accroissement de 5,52%.

Par régie de recettes, la situation de recouvrement se présente comme suit :

➤ **Au titre de la Direction Générale des Impôts (DGI)**

L'objectif de recouvrement assigné à la DGI pour l'exercice budgétaire 2024 s'élève à 1 565,23 milliards FCFA.

Au 31 juillet 2024, la DGI a mobilisé un montant total de 801,14 milliards FCFA pour une prévision périodique de 980,70 milliards FCFA, soit une performance de 81,69% et un taux annuel de 51,18%.

Comparativement aux deux dernières années (2022 et 2023), le taux de recouvrement annuel est en baisse respectivement de 14,81 et 10,92 points de pourcentage. En effet, les taux de recouvrements de la DGI à fin juillet 2023 et 2022 étaient respectivement de 62,10% et 65,99 %.

Cette contre-performance est liée aux conséquences de la situation sécuritaire qui a entraîné d'une part, une augmentation des charges d'exploitation des entreprises et partant une réduction des bénéfices et par ricochet l'impôt sur les bénéfices (taux périodique de l'impôt sur les sociétés : 73,44%), et d'autre part, un ralentissement de l'activité économique conduisant à une baisse de la consommation et partant des impôts et taxes intérieurs sur les biens et services notamment les droits d'accises et la taxe sur la valeur ajoutée (taux périodique de la TVA+TAF: 94,07%).

Toutefois, l'analyse comparative du niveau de recouvrement en valeur nominale fait ressortir une variation erratique des recettes mobilisées par la DGI sur la période sous revue avec une hausse nominale de 76,43 milliards FCFA entre 2022 et 2023 et une baisse de 4,48 milliards FCFA entre 2023 et 2024. En effet, les recouvrements de la DGI à fin juillet 2023 et 2022 étaient respectivement de 805,62 milliards FCFA et de 729,20 milliards FCFA.

➤ **Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)**

L'objectif annuel de recouvrement assigné à la DGD s'élève à 1 106,20 milliards FCFA.

Au 31 juillet 2024, les réalisations de la DGD s'élèvent à 620,52 milliards FCFA, soit un taux d'exécution annuel de 56,09%. En rapportant ces réalisations aux prévisions de la période qui sont de 612,31 milliards FCFA, la DGD réalise une performance de 101,34%.

A la même période en 2023 et 2022, les réalisations étaient respectivement de 570,06 milliards FCFA, soit un taux de réalisation annuel de 57,01% et de 502,52 milliards FCFA, soit un taux de réalisation annuel de 65,05%. En valeur relative, des baisses de 0,91 et 8,96 points de pourcentage sont enregistrées par rapport à 2023 et 2022 respectivement. Cependant, en valeur nominale, les recouvrements au 31 juillet 2024 sont en hausse de 50,46 milliards FCFA par rapport à 2023 et de 118 milliards FCFA par rapport à 2022.

Ce niveau de recouvrement appréciable sur la période sous revue s'explique entre autres par la progression du niveau de recouvrement des trois (03) taxes majeures à fin juillet entre 2023 et 2024 que sont :

- la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui passe de 291,75 milliards FCFA à 307,32 milliards FCFA, soit une progression de 5,34% ;
- la Taxe sur les produits pétroliers (TPP) qui passe de 81,42 milliards FCFA à 99,91 milliards FCA, soit une progression de 22,71% ;
- les Droits de douanes (DD) qui passe de 142,94 milliards FCFA à 153,95 milliards FCFA, soit 7,71%.

➤ **Au titre de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)**

Les prévisions de la DGTCP pour l'année 2024 se chiffrent à 245,37 milliards FCFA.

Au 31 juillet 2024, les réalisations de la DGTCP s'élèvent à 173,30 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 70,63 % par rapport aux prévisions de l'année. Rapportées aux prévisions de la période qui s'élèvent à 118,52 milliards FCFA, la DGTCP a réalisé une performance de 146,22%.

A la même période en 2023 et 2022, les taux annuels de recouvrement étaient respectivement de 48,18% et de 61,55%, soit une hausse de performance de 22,45 points en valeur relative en 2024 par rapport à 2023 et de 9,07 points de pourcentage par rapport à 2022. En valeur nominale, les recouvrements de l'année 2024 sont en hausse de 37,47 milliards FCFA par rapport à ceux de 2023 et de 30,18 milliards FCFA par rapport aux recouvrements de 2022.

La performance globale de la DGTCP se justifie principalement par la dévolution des résultats de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) de 2024

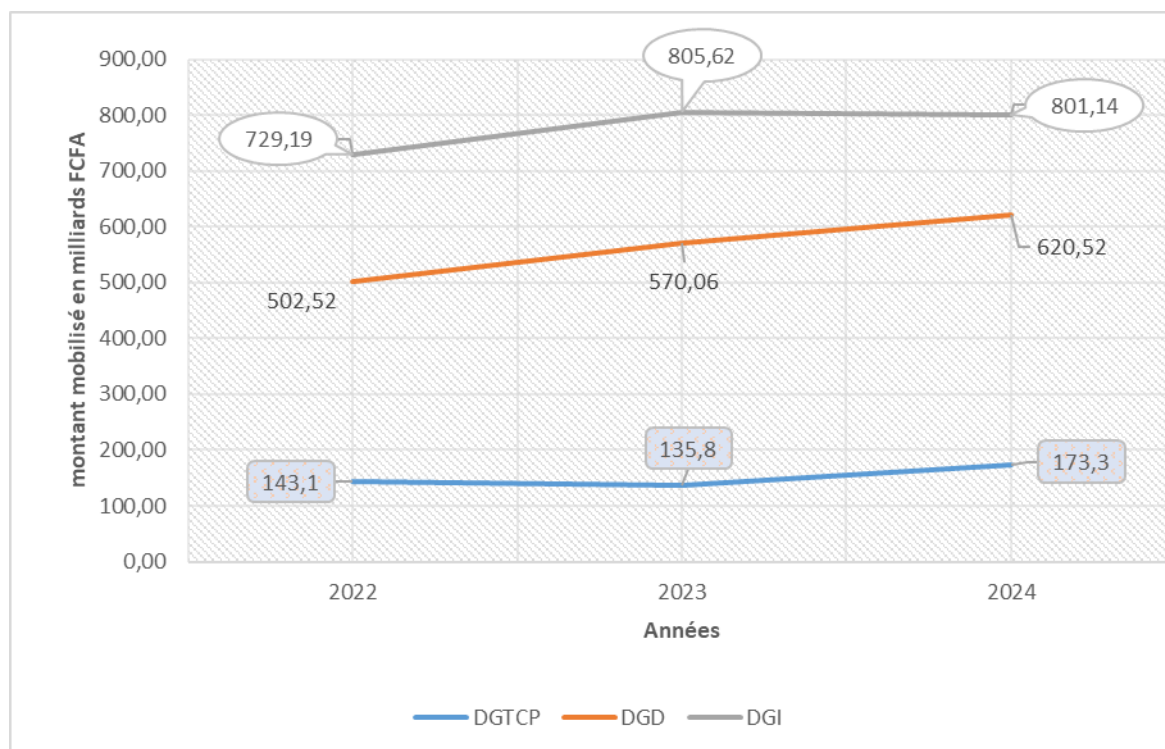
et 2025 par anticipation d'un montant de 23,48 milliards FCFA et le paiement de dividendes de l'ordre 34,83 milliards FCFA dont 28,18 milliards FCFA par anticipation.

A cela, s'ajoute un meilleur recouvrement de certaines natures de recettes, à savoir :

- les recettes en atténuation de dépenses (recouvrement de 13,35 milliards FCFA pour une prévision de la période de 6,64 milliards FCFA, soit un taux périodique de 201,03%) ;
- les amendes de la Brigade nationale anti-fraude (recouvrement exceptionnel de 9,26 milliards FCFA) ;
- les recettes issues de la délivrance des passeports ordinaires et des visas d'entrée (recouvrement de 3,81 milliards FCFA sur une prévision de la période de 2,67 milliards FCFA, soit un taux périodique de 142,52%).

L'**annexe 2** présente la situation de recouvrement par régie et par nature de recettes.

Graphique n° 2 : Mobilisation des recettes ordinaires par régie 31 juillet des années 2022, 2023 et 2024



Source : DGB 2024

2.1.2 Au titre des recettes extraordinaires

Les prévisions globales des recettes extraordinaires du budget de l'État, exercice 2024 sont de 227,32 milliards FCFA.

Le niveau de mobilisation des recettes extraordinaires budgétaires au 31 juillet 2024 s'établit à 51,79 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 22,78% par rapport aux prévisions

annuelles. Cependant, il faut noter un taux de mobilisation nul au titre des dons programmes. Cela se justifie par le fait qu'aucun décaissement n'avait été prévu sur la période sous revue.

A la même période en 2023 et 2022, les taux de mobilisation étaient respectivement de 83,01% et 33,19%, soit une baisse de performances de 60,23 points de pourcentage par rapport à 2023 et un gain de 10,41 points de pourcentage par rapport à 2022.

En valeur nominale, la mobilisation des recettes extraordinaires au 31 juillet 2024 enregistre des baisses respectives de 117,19 milliards FCFA par rapport à 2023 et 60,74 milliards FCFA par rapport à 2022.

Toutefois, il convient de signaler des décaissements d'appuis projets non prévus dans la loi de finances d'un montant de 44,31 milliards FCFA non pris en compte dans la situation de mobilisation des recettes extraordinaires au 31 juillet 2024.

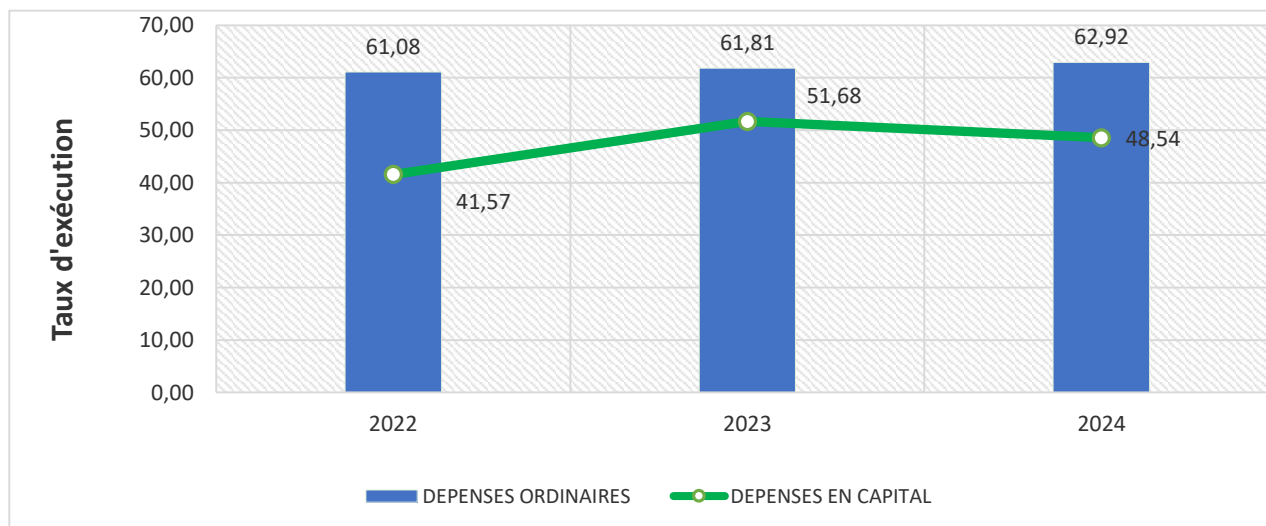
2.2. Situation d'exécution des dépenses budgétaires

Les prévisions ajustées des dépenses totales du budget de l'Etat, exercice 2024 prenant en compte la régulation, s'établissent à 3 669,97 milliards FCFA en crédits de paiement (CP) dont 2 272,09 milliards FCFA de dépenses ordinaires (61,91%) et 1 397,88 milliards FCFA de dépenses en capital (38,09%).

Au 31 juillet 2024, les dépenses, ont été engagées-visées à hauteur de 2 108,23 milliards FCFA, soit un taux de 57,45%. Ce taux est en-dessous du taux repère à fin juillet (58,33%) de 0,88 point de pourcentage. Ce niveau d'exécution est imputable principalement au niveau d'exécution des dépenses en capital notamment les subventions (28,84%) et les contreparties nationales (38,92%). Les liquidations s'élèvent à 1 858,22 milliards FCFA, soit un taux de liquidation des dépenses engagées de 88,14%.

A la même période en 2022 et 2023, les taux d'exécution globale (base engagée-visée) étaient respectivement de 53,88% et de 57,86% (**annexe 3**).

Le graphique 2 ci-dessous présente la situation d'exécution des dépenses par grandes catégorie au 31 juillet des années 2022, 2023 et 2024



Source : DGB 2024

2.2.1 Au titre des dépenses ordinaires

A fin juillet 2024, les dépenses ordinaires ont enregistré un niveau d'exécution base « engagée-visée » de 1 429,63 milliards FCFA sur des prévisions de CP ajustées de 2 272,09 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 62,92%, supérieur au taux repère. Le montant des liquidations y relatives s'élève à 1 316,72 milliards FCFA. Le taux d'engagement observé au 31 juillet 2024 est imputable au bon niveau d'engagement de l'ensemble des natures de dépenses.

Le niveau d'exécution des dépenses ordinaires base engagée-visée, était de 1 291,81 milliards FCFA en 2023, soit un taux de 61,81% et de 1 175,69 milliards FCFA en 2022, soit un taux de 61,08% à la même période.

Entre 2023 et 2024 à la même période, le volume des dépenses ordinaires engagées visées s'est accru de 137,82 milliards FCFA correspondant à 10,67% en valeur relative. Cette augmentation est portée principalement par les dépenses de personnel (138,26 milliards FCFA) et les dépenses d'acquisition de biens et services (17,58 milliards FCFA). A contrario, les dépenses de transferts courants se sont contractées de 21,73 milliards FCFA passant ainsi de 377,55 milliards FCFA en 2023 à 355,81 milliards FCFA.

Le détail par catégorie des dépenses ordinaires est présenté comme suit :

Les charges financières de la dette

Les paiements effectifs des charges financières de la dette à fin juillet 2024 s'élèvent à 182,66 milliards FCFA. Rapportés aux prévisions de 292,77 milliards FCFA, il ressort un taux d'exécution de 62,39% contre 76,39% en 2023 et 65,76% en 2022 à la même période.

En valeur absolue, les paiements effectifs des charges financières de la dette en 2024 ont augmenté de 3,79 milliards FCFA (2,12%) par rapport à 2023 où le niveau affiché était de 178,88 milliards FCFA. De 2022 à 2024, les paiements des charges financières de la dette ont connu une progression annuelle moyenne de 19,11%. Cette progression s'explique principalement par la structure de la dette.

Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel, à fin juillet 2024, affichent un niveau d'exécution de 740,32 milliards FCFA sur une prévision de 1 202,22 milliards FCFA, soit un taux de 61,58%. On constate un dépassement de l'ordre de 3,25 points de pourcentage par rapport au taux attendu au 31 juillet. En valeur absolue, cela représente un écart de 39,07 milliards FCFA. Ce dépassement se justifie, entre autres, par la prise en charge des salaires des agents nouvellement intégrés.

Le niveau d'exécution atteint à fin juillet 2024 est constitué de la solde mensuelle des agents payés à travers le Système intégré de gestion administrative et salariale des personnels de l'État (SIGASPE) à hauteur de 452,70 milliards FCFA et des paiements hors solde d'un montant de 287,62 milliards FCFA se rapportant essentiellement à la rémunération des forces armées nationales, aux débloquages effectués pour la prise en charge des salaires des agents de la fonction publique hospitalière, aux régularisations des paiements effectués dans les missions diplomatiques et postes consulaires ainsi qu'à la prise en charge des indemnités de départ à la retraite.

En 2022 et 2023, à la même période, les taux étaient respectivement de 54,87% et 57,32%.

Les dépenses d'acquisition de biens et services

Les dépenses d'acquisition de biens et services engagées-visées à fin juillet 2024 se chiffrent à 149,61 milliards FCFA sur un crédit de paiement ajusté de 231,54 milliards FCFA, soit un taux de 64,62% supérieur au taux repère (58,33%). Le montant des liquidations s'élève à 125,28 milliards FCFA. Rapporté aux dépenses engagées-visées, le taux de liquidation ressort à 83,74%.

Les taux des dépenses engagées-visées étaient de 60,52% et de 58,33% respectivement en 2023 et en 2022 à la même période.

Le taux d'exécution de ces dépenses, à mi-parcours, est supérieur aux taux affichés en 2023 et 2022 à la même période respectivement de 4,10 points et de 6,29 points. Le niveau d'exécution de cette nature de dépense en 2024 est imputable aux prestations de services, à l'acquisition de matières, matériel et fournitures, aux autres acquisitions de biens et services et aux loyers et charges locatives qui affichent des taux d'exécution respectifs de 75,13%, 74,01%, 64,52% et 61,51%.

Les dépenses de transferts courants

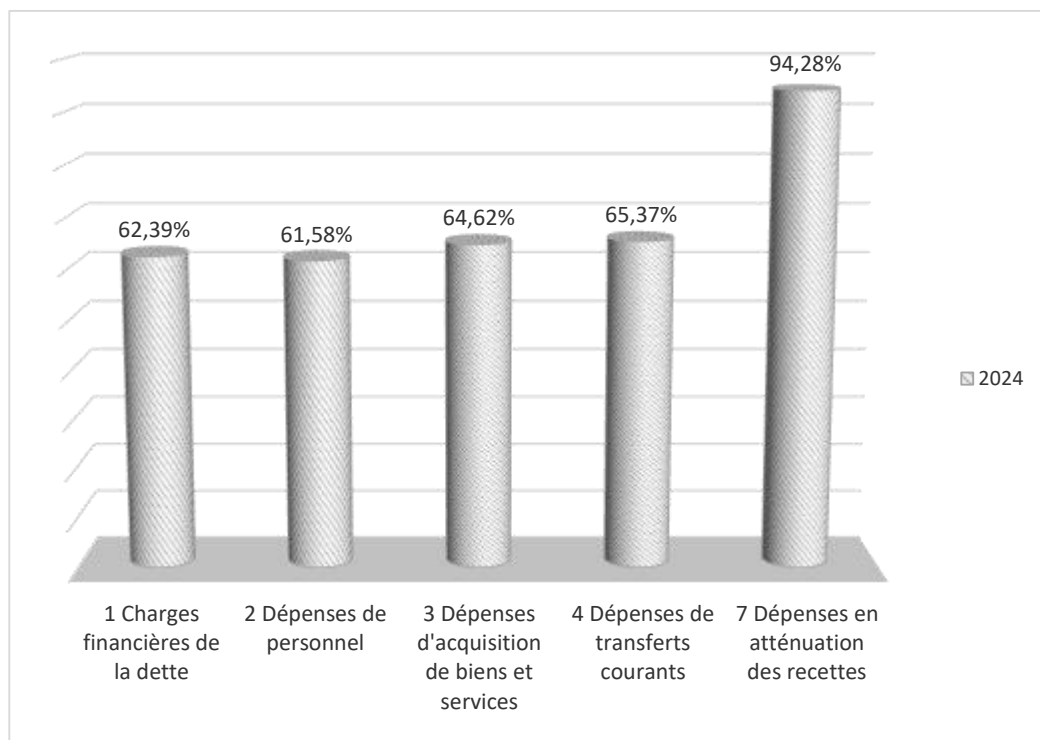
A fin juillet 2024, sur un crédit de paiement ajusté de 544,27 milliards FCFA, les dépenses de transferts courants « engagées-visées » se chiffrent à 355,81 milliards FCFA, soit un taux de 65,37%, supérieur au taux référentiel à fin juillet de 7,04 points de pourcentage. Le montant des liquidations s'élève à 334,83 milliards FCFA, soit un taux de 94,10% des dépenses engagées-visées. Le taux engagé-visé était de 70,07 % en 2023 et de 68,18% en 2022 à la même période. En valeur nominale, les dépenses engagées-visées au 31 juillet 2024 enregistrent une baisse de 21,73 milliards FCFA par rapport à 2023.

Les dépenses en atténuation des recettes

Sur un crédit de paiement ajusté de 1,30 milliard FCFA, les dépenses en atténuation des recettes, enregistrent au 31 juillet 2024, un taux d'exécution de 94,28%, correspondant à un montant des dépenses engagées visées de 1,23 milliards FCFA.

A la même période en 2023, le niveau d'exécution de ces dépenses était de 1,30 milliard FCFA sur des prévisions de 1,77 milliard FCFA, soit 72,82%. En 2022, ces dépenses étaient engagées visées à hauteur de 0,38 milliard FCFA sur des prévisions de 1,00 milliard FCFA.

Graphique 3 : situation d'exécution des dépenses ordinaires par nature 31 juillet 2024



Source : DGB 2024

2.2.2 Situation d'exécution des dépenses en capital

Cette partie aborde les dépenses d'investissements exécutés par l'État ainsi que les dépenses de transferts en capital. Elle inclut les autorisations d'engagement (AE) utilisées pour les contrats annuels ou pluriannuels, ainsi que les crédits de paiement (CP) relatifs à la liquidation des dépenses engagées.

Les prévisions ajustées pour le budget 2024 concernant les dépenses en capital s'élèvent à 584,41 milliards FCFA en AE et à 1 397,88 milliards FCFA en CP.

Au 31 juillet 2024, les dépenses engagées visées des CP atteignent 678,60 milliards FCFA, représentant un taux d'exécution de 48,54%. Ce taux est inférieur à l'objectif linéaire attendu à fin juillet 2024 avec un écart de 9,79 points de pourcentage expliqué en partie par les faibles taux d'exécution des subventions (dons projets) et des dépenses de transferts en capital.

Les liquidations quant à elles se chiffrent à 541,50 milliards FCFA, soit un taux de 79,80% par rapport aux engagements-visés.

En comparaison, les taux d'engagements pour les mêmes dates en 2023 et 2022 étaient respectivement de 51,68% et 41,57%.

❖ Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat

Les prévisions ajustées de CP pour les investissements de l'État s'établissent à 1 387,88 milliards FCFA. Après sept (07) mois, ces dépenses ont été engagées-visées à hauteur de 677,32 milliards FCFA, avec un taux d'exécution de 48,80%, soit un écart de 9,53 points de pourcentage par rapport au taux repère. Les liquidations totalisent 540,22 milliards FCFA, correspondant à 79,76% de ces dépenses engagées-visées.

Le faible taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat, s'explique en partie par les faibles niveaux d'engagements des dépenses d'infrastructures (8,18%), de bâtiments administratifs à usage technique (15,74%) et de matériel et outillages techniques (14,52%).

Pour la même période en 2023 et 2022, les taux des dépenses d'investissements exécutés par l'Etat engagées-visées étaient de 51,64% et 41,53% respectivement.

Par source de financement le détail des investissements se présente comme suit :

Investissements sur Ressources Propres de l'État : à fin juillet 2024, les dépenses d'investissement sur ressources propres affichent un montant engagé-visé de 498,78 milliards FCFA, sur des prévisions de CP ajustés de 1 003,00 milliards FCFA, soit un taux de 49,73%, en dessous du taux repère avec un écart de 8,60 points de pourcentage. Ce niveau d'exécution de ces dépenses s'explique par le faible taux d'engagement des contreparties nationales aux projets qui affichent un niveau d'exécution de 21,15 milliards FCFA, soit un taux de 38,92% sur des CP de 54,34 milliards FCFA.

Investissements sur Financements Extérieurs (Prêts et Subventions) : les dépenses d'investissements sur financements extérieurs sont ressorties à 178,54 milliards FCFA repartis en subventions pour 51,79 milliards FCFA et 126,75 milliards FCFA en prêts. Le taux d'exécution se situe à 46,39% sur une prévision annuelle de 384,89 milliards FCFA. Le faible niveau d'exécution de cette nature de dépense s'explique par des retards dans la mise en œuvre de certains projets financés par lesdites ressources. Ces dépenses ont été financées à 29,01% par les subventions et à 70,99% par les prêts.

Aussi, il convient de signaler le décaissement d'appuis-projets non prévus dans la loi de finances initiale 2024 d'un montant total 118,58 milliards FCFA reparti en subventions pour 44,31 milliards FCFA et en prêts pour 74,27 milliards FCFA.

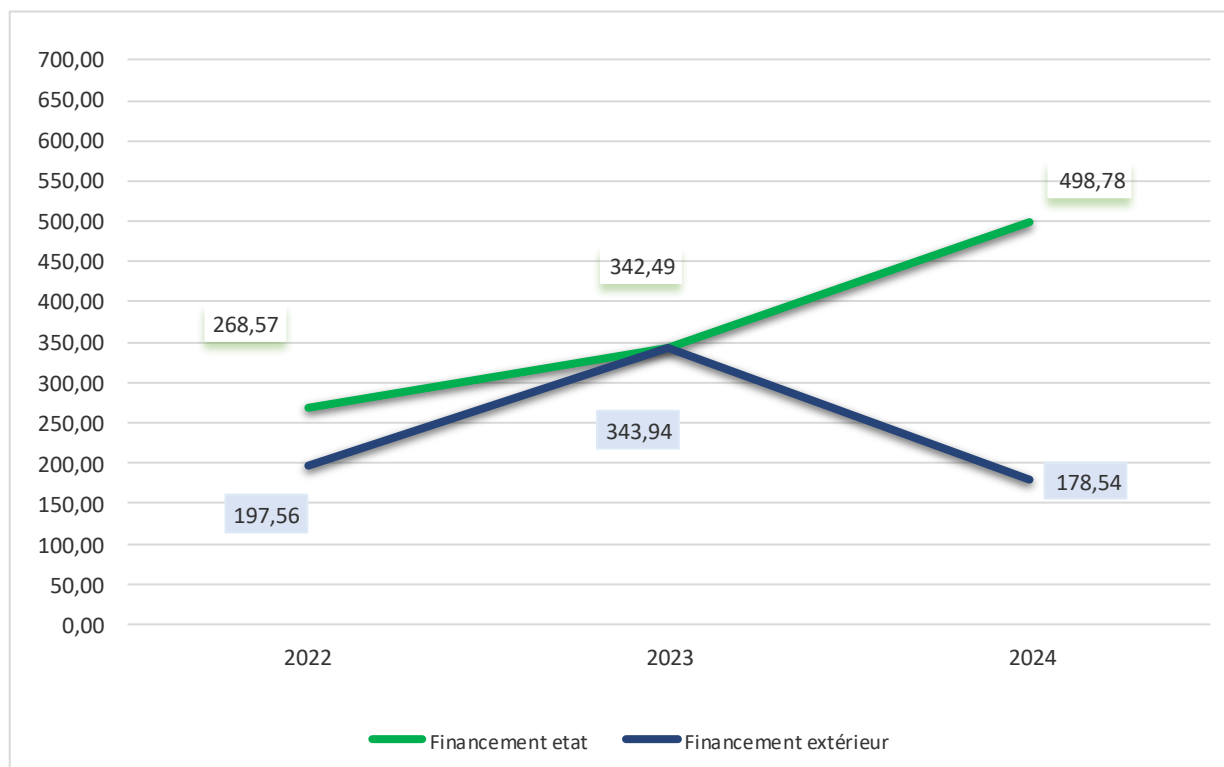
❖ Les dépenses de transferts en capital

Les prévisions de CP des transferts en capital s'élèvent à 10 milliards FCFA. Ces dépenses interviennent dans le cadre des prises de participations au capital d'organismes financiers internationaux et des restructurations d'entreprises ou sociétés d'État. Elles sont subdivisées

en prises de participation à l'intérieur à hauteur de 4 milliards FCFA et à l'extérieur pour 6 milliards FCFA.

Au 31 juillet 2024, il a été engagé-visé au titre de ces dépenses un montant de 1,27 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 12,75%. Le montant engagé a servi à la prise en charge de tranches de souscription au capital d'institutions financières. Par contre, aucun engagement n'a été effectué au titre des prises de participation à l'intérieur.

Le graphique 4 montre l'évolution de l'exécution des dépenses d'investissements exécutées par l'Etat par source de financement au 31 juillet de 2022 à 2024



Source : DGB 2024

2.2.3 Situation d'exécution par programme budgétaire

De l'examen de la situation d'exécution du budget de l'Etat, hors financements extérieurs, par programme et dotation budgétaires à la date du 31 juillet 2024, il ressort que sur l'ensemble des 126 programmes et dotations :

- ✓ 15 programmes logés dans 15 sections enregistrent des taux d'exécution inférieurs ou égal à 25% ;
- ✓ 53 programmes logés dans 24 sections ont connu des taux d'exécution compris entre 25% et 58,33% ;

- ✓ 58 programmes logés dans 32 sections ont enregistré des taux d'exécution supérieurs à 58,33%, dont 17 ayant des taux supérieurs à 80%.

Concernant les programmes budgétaires qui affichent des taux d'exécution inférieurs au taux repère (58,33%), les ministères et institutions, qui les abritent, sont invités à rendre opérationnel le dialogue de gestion pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre de leurs programmes budgétaires. L'**annexe 4** donne le détail de l'exécution des dépenses des exercices 2022, 2023 et 2024 par programme au 31 juillet.

S'agissant de l'exécution physique des résultats majeurs des programmes budgétaires des ministères, au 31 juillet 2024, il ressort des performances marquées par des réalisations dans certains secteurs, mais également des défis à relever dans d'autres. En effet sur un total de 436 résultats majeurs planifiés avec des cibles associées, 188 affichent des niveaux de réalisation supérieurs ou égaux à 50%, 130 ont des niveaux de réalisation inférieurs à 50% tandis que 118 autres non pas connus de début de réalisation.

La situation détaillée de mise en œuvre de ces résultats par ministère au 31 juillet 2024 est consignée dans l'**annexe 5**.

2.2.4 Situation d'exécution des crédits délégués aux structures déconcentrées des ministères

Les crédits délégués sont les inscriptions budgétaires dont la gestion est confiée aux structures déconcentrées des ministères. Pour l'année 2024, les prévisions desdits crédits s'élèvent à 6,55 milliards FCFA, correspondant à 1,87% des prévisions de dépenses du budget de l'État, hors financements extérieurs.

Au 31 juillet 2024, le taux d'exécution de ces crédits, sur la base des engagements visés, a atteint 74,46%, correspondant à un montant de 45,83 milliards FCFA. Ce taux est supérieur de 16,13 points de pourcentage au taux repère.

À la même date en 2022 et 2023, les taux d'exécution basés sur les engagements visés étaient de 65,19% et 69,26% respectivement.

Une analyse par ministère montre que, sur 20 ministères concernés par les crédits délégués :

- ✓ onze (11) ministères et institutions affichent des taux d'exécution supérieurs au taux repère de 58,33% ;
- ✓ six (06) ministères ont des taux d'exécution compris entre 25 % et 58,33% ;
- ✓ trois (03) ministères présentent des taux d'exécution inférieurs à 25 %.

L'annexe 6 fournit des détails sur l'exécution des crédits délégués aux structures déconcentrées des ministères pour les exercices 2022, 2023 et 2024, à la date du 31 juillet.

2.2.5 Mise en œuvre des plans de passation des marchés

➤ Etat des indicateurs de bonne gouvernance économique

Les indicateurs de bonne gouvernance économique en matière de marchés publics sont au nombre de deux (02), à savoir IP18 qui apprécie le pourcentage des marchés publics conclus dans le délai de validité des offres et IP19 qui apprécie le pourcentage des marchés publics conclus suivant le type de procédure.

Au titre de l'indicateur IP18, il peut être noté qu'à fin juillet 2024, sur un total de **trois cent soixante-dix-neuf (379) marchés** approuvés concernés par le délai de traitement, **tous les marchés** ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de **100%** pour une cible supérieure à **90%**. **Il ressort donc un respect de l'indicateur IP 18.**

Au titre l'indicateur IP19, la situation à fin juillet 2024 se présente comme suit :

▣ Appel à concurrence ouverte

Deux cent quarante-trois (243) marchés passés par appel à concurrence ouverte ont été approuvés à fin juillet 2024 pour un montant de 12,59 milliards FCFA sur un total de trois cent soixante-dix-neuf (379) marchés d'une valeur totale de 174,82 milliards FCFA. Il ressort alors un taux à fin juillet 2024 de 7,20% selon la valeur et 64,12% selon le nombre pour une norme d'au moins 85% dans les deux cas.

▣ Procédures exceptionnelles (Entente Directe et Appels à concurrence restreinte)

Cent trente-six (136) marchés passés par les procédures exceptionnelles ont été approuvés à fin juillet 2024 pour un montant total de 162,23 milliards FCFA sur les trois cent soixante-dix-neuf (379). Ces marchés représentent des taux de 92,80% selon la valeur et 35,88% selon le nombre pour une cible prévisionnelle inférieure à 15 % dans les deux cas.

Il est noté un non-respect de l'indicateur IP 19 aussi bien en valeur qu'en nombre.

De même, l'IP19 n'est pas respecté en excluant les marchés passés par entente directe dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS) et des projets spécifiques de la transition dans le calcul de l'indicateur. Il s'afficherait à des taux respectifs de 27,44% et 74,54% en valeur et en nombre pour les marchés passés par appels à concurrence ouverte.

➤ Situation des marchés incertains

Les marchés incertains sont des marchés ne pouvant plus être lancés et exécutés entièrement au titre de l'exercice budgétaire en cours au regard des délais d'exécution ou de leur état de maturité. En effet, lorsque ces marchés sont passés et engagés nonobstant la forte probabilité de leur non aboutissement, cela conduit généralement à la constitution d'engagements qui impacteront le budget de l'exercice suivant. Pour éviter ces difficultés, il est recommandé aux ministères et institutions de surseoir objectivement au lancement de ces marchés dont les crédits pourraient être judicieusement redéployés à d'autres dépenses prioritaires.

A l'issue de l'examen des situations de mise en œuvre des plans de passation des marchés (PPM) et des échanges avec les ministères et institutions dans le cadre de la revue à mi-parcours de l'exécution du budget 2024, seize (16) dossiers ont été jugés incertains au niveau de trois (03) ministères pour un montant total de 3,95 milliards FCFA au 31 juillet 2024.

Il sied de façon générale, pour tous les départements ministériels, de procéder à une analyse objective de la maturité des dépenses envisagées pour le reste de l'année afin de surseoir à celles qui ne pourraient pas aboutir et le cas échéant redéployer les ressources y relatives aux priorités du moment.

Le détail de la situation des marchés incertains est consigné dans ***l'annexe 7***.

2.2.6 Situation des dépenses non abouties (DNA) et des restes à liquider des Autorisations d'engagement (AE) des ministères et institutions

L'examen technique des rapports de l'exécution à mi-parcours des budgets des ministères et institutions a permis de relever un niveau relativement important de dépenses non abouties (DNA) au titre des exercices 2023 et antérieurs et des restes à liquider au titre des autorisations d'engagement (AE) consommées au cours des exercices antérieurs.

▪ Situation des restes à liquider des Autorisations d'engagement (AE) engagées

Au 31 décembre 2023, le stock des restes à liquider des AE engagées en 2023 et années antérieures était estimé à 108,96 milliards FCFA (***annexe 8***). Du 1^{er} janvier au 31 juillet 2024, ce stock a connu une liquidation à hauteur de 24,08 milliards FCFA, soit un taux de liquidation de 22,10%. Il se dégage donc un stock des restes à liquider desdites AE de 84,88 milliards FCFA et concernent vingt (20) ministères et institutions.

Par ailleurs, il est à noter que le niveau de liquidation de ces AE engagées dépend fortement du respect par les prestataires des délais contractuels d'exécution des marchés.

Les ministères et institutions concernés devraient prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'assurer une liquidation diligente des AE engagées conformément aux différents échéanciers pour une bonne gestion des dépenses d'investissements.

▪ Situation des dépenses non abouties (DNA) des exercices antérieurs

Les DNA sont des dépenses engagées-visées qui n'ont pas pu être liquidées avant la clôture de l'exercice budgétaire au cours duquel la liquidation était prévue. En effet, l'existence de ces dépenses est généralement liée au non-respect de certaines clauses contractuelles notamment les délais contractuels.

Au 31 juillet 2024, dix-huit (18) ministères et deux (02) institutions disposent de dépenses non abouties (DNA) des exercices antérieurs non encore réengagées en 2024 dans le système d'information. Sur un stock de DNA de début d'année d'un montant de 40,75 milliards FCFA, seulement un montant de 10,37 milliards FCFA a été réengagé, soit un taux de 25,44%. Il se dégage des restes à réengager de 30,38 milliards FCFA (**annexe 9**).

En rappel, le réengagement de ces dépenses devrait se faire prioritairement au cours du premier trimestre de l'exercice en cours conformément à la circulaire n°2024-015/PM/CAB du 23 mars 2024 portant orientations pour une meilleure exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 et une meilleure préparation du budget de l'Etat, exercice 2025 de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre.

2.3 Situation des soldes budgétaires au 31 juillet 2024

Dans la loi de finances initiale pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, l'épargne budgétaire prévisionnelle était de 509,69 milliards FCFA. Quant au besoin de financement, il ressortait à 675,48 milliards FCFA 4,6% du PIB nominal).

A l'exécution, au 31 juillet 2024, l'épargne budgétaire et le solde budgétaire global base « engagée-visée » ressortent respectivement à 55,76 milliards FCFA et à -571,05 milliards FCFA déduction faite des recettes destinées au CAS « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 109,58 milliards FCFA.

3. Perspectives d'exécution du budget en fin d'exercice 2024

3.1. Perspectives de mobilisation des ressources budgétaires pour le reste de l'année 2024

La mobilisation des ressources budgétaires escomptée du 1^{er} août au 31 décembre 2024 est de l'ordre de 1 508,90 milliards FCFA dont 1 381,09 milliards FCFA de recettes ordinaires et 127,81 milliards FCFA de recettes extraordinaires. Ces perspectives intègrent de nouvelles

recettes ordinaires identifiées encours d'année et qui seront recouvrées au titre de l'exercice budgétaire 2024.

3.1.1 Perspectives en matière de mobilisation des recettes ordinaires

Le montant de 1 381,09 milliards FCFA attendu au titre des recettes ordinaires pour le reste de l'année résulte des projections de recouvrement de recettes des différentes régies assorties de la mise en œuvre de certaines mesures.

✓ Perspectives à fin décembre 2024 de la DGI

La DGI projette recouvrer 664,08 milliards FCFA en termes de perspectives pour le reste de l'année. Sa réalisation, qui requiert la mise en œuvre d'actions fortes et des moyens conséquents, permettra à la DGI d'atteindre un taux d'exécution de 93,61 % de l'objectif initial de recouvrement à lui assigné au titre de l'exercice budgétaire 2024. Pour y parvenir, elle entend intensifier les actions de contrôle fiscal, renforcer la lutte contre la fraude fiscale, mettre en œuvre des opérations spéciales de recouvrement et poursuivre les actions déjà entreprises telles que :

- la promotion du civisme fiscale par l'exemplarité ;
- les opérations intensives de recouvrement des arriérés fiscaux ;
- les travaux d'analyse et d'apurement des arriérés fiscaux pour un meilleur ciblage des actions de recouvrement ;
- le renforcement de l'utilisation des télé-procédures pour la déclaration et le paiement des impôts.

✓ Perspectives à fin décembre 2024 de la DGD

En terme de perspectives, la DGD devrait recouvrer pour le reste de l'année 485,68 milliards FCFA, d'où des réalisations projetées de 1 106,20 milliards FCFA, correspondant à un taux de 100,00 %.

Pour rester dans la dynamique d'un recouvrement optimal des recettes, les actions et mesures suivantes seront menées pour le reste de l'année :

- le suivi en permanence de l'évaluation des marchandises dans les offices ;
- l'ouverture à Péni (Bobo Dioulasso) d'un nouveau bureau des hydrocarbures ;
- la mise en place d'une unité cynophile ;
- l'interconnexion du système informatique douanier avec celui du Centre de contrôle des véhicules automobiles (CCVA) ;
- le ciblage des chargements à partir des interconnexions ;

- la responsabilisation accrue des commissionnaires en douane agréés (CDA) en matière de transit ;
- la poursuite du travail d'assainissement du milieu des CDA ;
- le renforcement de la géo-localisation des marchandises en transit et des interconnexions existantes ;
- le renforcement des capacités des agents en matière de contrôle immédiat et après dédouanement ;
- le déploiement de la plateforme e-Douane ;
- l'organisation d'opérations conjointes de contrôle pour lutter efficacement contre la fraude douanière ;
- l'informatisation de la gestion des recettes des offices non connectés au SYDONIA ;
- la poursuite de l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Burkina Faso avec les pays voisins (Benin et Ghana) ;
- l'interfaçage des systèmes informatiques de la Direction générale des douanes, de la Direction générale des transports terrestres et maritimes, de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, du Conseil burkinabè des chargeurs (CBC) et le Custom declaration system (CDS) de la Poste Burkina Faso.

✓ **Perspectives à fin décembre 2024 de la DGTCP**

En termes de perspectives pour le reste de l'année, la DGTCP projette recouvrer 231,33 milliards FCFA ; ce qui conduirait à un recouvrement cumulé de 404,63 milliards FCFA à fin décembre, correspondant à un taux de 164,91% par rapport aux prévisions annuelles initiales de l'exercice 2024. Les perspectives de recouvrement de la DGTCP intègrent de nouvelles recettes d'un montant de 159,26 milliards FCFA dont 87,50 milliards FCFA au titre des dividendes de la SONABHY.

Dans l'optique d'atteindre les recouvrements escomptés au 31 décembre 2024, la DGTCP poursuivra la mise en œuvre de certaines actions ou mesures identifiées dont entre autres :

- la relance des sociétés minières et des sociétés à capitaux publics en vue du recouvrement des dividendes dus de l'exercice 2023 d'environ 48,32 milliards FCFA ;
- la relance de Bridge fiber solution (BFS), filiale de Telecel Faso pour le recouvrement du reliquat de la tranche annuelle 2024 de la redevance relative à l'exploitation des infrastructures de communication par fibre optique d'environ 400 millions FCFA ;
- le suivi rapproché des acteurs de recouvrement par le contrôle et pour le reversement régulier des ressources collectées ;

- le contrôle des sociétés minières en termes de rapprochement des données sur les royalties déclarées et les quantités réelles d'or vendu.

3.1.2 Perspectives de mobilisation des recettes extraordinaires à fin décembre 2024

Les perspectives de mobilisation des recettes extraordinaires pour le reste de l'année sont évaluées à 127,81 milliards FCFA constituées exclusivement de dons projets ; étant entendu qu'aucun décaissement n'est espéré au titre des dons programmes d'une prévision initiale de 47,73 milliards FCFA eu égard au contexte actuel avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Pour ce faire, Il conviendrait de procéder à l'annulation des prévisions initiales des dons programmes dans la prochaine loi de finances rectificative.

La mobilisation projetée en fin d'exercice serait de 179,59 milliards FCFA sur des prévisions de 227,32 milliards FCFA, soit un taux de 79,00%. Il se dégagerait un manque à gagner de 47,73 milliards FCFA correspondant aux prévisions initiales des dons programmes.

Toutefois, le niveau de mobilisation de ces ressources pourrait s'améliorer avec la prise en compte des décaissements de dons projets non prévus dans la loi de finances initiale dont le montant déjà décaissé au 31 juillet s'élève à 44,31 milliards FCFA. Cette prise en compte pourrait se faire dans le cadre de la clôture du budget 2024.

3.2. Perspectives d'exécution des dépenses

La revue à mi-parcours de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024, a permis de relever des stocks importants de dépenses non abouties des exercices antérieurs non encore réengagées, des restes à liquider des AE engagées et de nouveaux besoins de financement exprimés par les ministères et institutions qui constituent des éventuelles perspectives d'exécution.

Aussi, on note des décaissements d'appuis projets non prévus dans la loi de finances initiale d'un montant de 118,58 milliards FCFA.

La prise en charge d'une partie de ces nouveaux besoins de crédits budgétaires par voie de décrets d'avances d'une part, et l'aboutissement du processus de régulation des crédits budgétaires déjà entamé ainsi que d'éventuels ajustements budgétaires d'autre part, vont entraîner une modification de la configuration des prévisions initiales du budget 2024 à travers l'adoption d'une loi de finances rectificative.

La nouvelle configuration du budget devrait tenir compte des principaux équilibres budgétaires initialement établis.

4. Difficultés et recommandations

L'examen à mi-parcours des rapports de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 fait ressortir des difficultés dans son exécution. En vue d'une mitigation des difficultés relevées, des recommandations pour une bonne gestion budgétaire ont été formulées.

4.1. Difficultés dans l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024

✓ Au titre des recettes

- l'absence de décaissements effectifs des appuis budgétaires notamment les dons programmes par les partenaires techniques et financiers ;
- la situation sécuritaire dans certaines zones qui limitent les actions de certaines Unités de recouvrement (UR) ;
- l'augmentation des charges d'exploitation de certaines entreprises du fait de la reconstitution de leur patrimoine détruit par les actes terroristes entraînant une réduction des bénéfices et par ricochet l'impôt sur les bénéfices ;
- le ralentissement de l'activité économique induit par l'insécurité avec une baisse de la consommation voire les droits d'accises et la taxe sur la valeur ajoutée.

✓ En ce qui concerne les dépenses, elles sont relatives :

- au faible niveau de réengagement des dépenses non abouties dans certains ministères et institutions ;
- à la non production diligente des pièces justificatives conformes à la réglementation en vigueur des fonds antérieurement débloqués ;
- à l'absence ou l'insuffisance de dialogue de gestion au sein de certains ministères ;
- à l'insuffisance dans la planification des activités qui engendrent de multiples réaménagements budgétaires ;
- aux défaillances ou retards de certaines entreprises titulaires dans l'exécution des marchés attribués;
- à l'inaccessibilité de certaines zones de réalisation des infrastructures due à la situation sécuritaire ;
- à l'instabilité du réseau informatique de l'administration (RESINA) et des applications métiers (SI-N@FOLO, SIMP et SIGASPE).

4.2.Recommandations

Dans l'optique d'améliorer le niveau d'exécution du budget pour le reste de l'année, les recommandations ci-après sont formulées :

✓ Au titre de la mobilisation des recettes

- poursuivre la mise en œuvre des mesures déjà engagées au niveau des régies de recettes et envisager de nouvelles mesures adaptées au contexte sécuritaire ;
- prospecter et recouvrer de façon optimale de nouvelles recettes de services au sein des ministères et institutions.

✓ En matière de dépenses

- suivre l'exécution des prestations en cours en vue de leur aboutissement dans les délais règlementaires ;
- revisiter au niveau sectoriel les allocations budgétaires afin de s'offrir des espaces pour financer aussi bien les nouvelles priorités que l'apurement des DNA et des restes à liquider des AE afin d'éviter la constitution de stocks de dettes ;
- diligenter la justification des fonds débloqués afin d'éviter les difficultés de déblocage des fonds pour le reste de l'exercice.

Conclusion

Au 31 juillet 2024, il ressort des situations d'exécution présentées, un niveau satisfaisant de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2024 tant en recettes (52,38%) qu'en dépenses (57,45%).

Toutefois, il est à noter un manque à gagner de 47,73 milliards FCFA au titre des dons programmes qui ne pourra pas être mobilisé.

Le manque à gagner au titre des dons programmes et la prise en compte des nouvelles recettes ordinaires nécessitent un réajustement du niveau global des dépenses dans le respect des principaux équilibres de la loi de finances.

Par ailleurs, des efforts devraient être axés sur la rationalisation des besoins d'une part et le réalisme dans les engagements de nouvelles dépenses pour éviter des reports de charges sur le budget 2025 d'autre part.

Au regard du niveau des ajustements souhaités (aussi bien en recettes qu'en dépenses) qui ne pourront pas se faire par voie réglementaire, il sied de recourir à une loi de finances rectificative (LFR).

ANNEXES

ANNEXE 1: SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES DES ANNEES 2022 2023 ET 2024 AU 31 JUILLET (en milliers de FCFA)

Nature de recettes	2022					2023					2024						
	Prévisions définitives	31-juil		31-déc		Prévisions définitives	31-juil		31-déc		Prévisions LFI	Recouv au 31 juil	Taux (%)	Perspectives de recouv du 1er août au 31 déc 2024	Recouv projetés au 31 déc 2024		Ecart en valeur absolue
		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)					Montant	Taux (%)	
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f	g	h=g/f	i	j=i/f	k	l	m=l/k	o	p=l+o	q=p/k	r=k-p
RECETTES ORDINAIRES	2 110 041 721	1 374 834 530	65,16	2 400 228 851	113,75	2 579 302 276	1 511 513 856	58,60	2 553 671 560	99,01	2 916 794 829	1 594 965 453	54,68	1 381 089 377	2 976 054 830	102,03	-59 260 001
Recettes fiscales	1 864 576 025	1 227 879 987	65,85	2 151 887 391	115,41	2 279 614 451	1 371 784 472	60,18	2 276 651 172	99,87	2 657 083 604	1 410 510 924	53,08	1 143 012 028	2 553 522 952	96,10	103 560 652
Recettes non fiscales	245 465 696	146 954 543	59,87	248 341 460	101,17	299 687 825	139 729 384	46,62	277 020 388	92,44	259 711 225	184 454 528	71,02	236 273 307	420 727 835	162,00	-161 016 610
Produits financiers			-		-	0	0	-	0	-	0	0	-	1 804 043	1 804 043		-1 804 043
RECETTES EXTRAORDINAIRES	339 070 829	112 533 530	33,19	263 067 047	77,58	203 555 510	168 976 273	83,01	203 501 044	99,97	227 323 940	51 788 575	22,78	127 806 246	179 594 821	79,00	47 729 119
Dons programmes	117 400 000	0	0,00	60 265 046	51,33	0	0	-	0	-	47 729 119	0	0,00	0	0	0,00	47 729 119
Dons projets	221 670 829	112 533 530	50,77	202 802 001	91,49	203 555 510	168 976 273	83,01	203 501 044	99,97	179 594 821	51 788 575	28,84	127 806 246	179 594 821	100,00	0
Total	2 449 112 550	1 487 368 060	60,73	2 663 295 899	108,75	2 782 857 786	1 680 490 128	60,39	2 757 172 604	99,08	3 144 118 769	1 646 754 027	52,38	1 508 895 624	3 155 649 651	100,37	-11 530 882

Source: DGTCP,DGD, DGI, DGCOOP et DGB

ANNEXE 2 : SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES ORDINAIRES DES ANNEES 2022, 2023 ET 2024 AU 31 JUILLET (en milliers de FCFA)

Nature de recettes	2022					2023					2024								
	Prévisions définitives	31-juil		31-déc		Prévisions définitives	31-juil		31-déc		Prévisions LFI	1er jan au 31 juil			Taux (%) annuel	Perspectives de recouv du 1er août au 31 déc 2024	Recouv projetés au 31 décembre 2024		Ecart en valeur absolue
		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)		Recouv	Taux (%)	Recouv	Taux (%)		Objectifs de recouv	Recouv	Taux (%) périodique			Montant	Taux (%) projeté	
	a	b	c=b/a	d	e=d/a	f	g	h=g/f	i	j=i/f	k	l	m	n=m/l	o=m/k	p	q=m+p	r=q/k	s=k-q
DGTC	232 509 720	143 120 379	61,55	239 840 601	103,15	281 946 151	135 832 911	48,18	268 001 745	95,05	245 369 228	118 524 722	173 302 655	146,22	70,63	231 326 574	404 629 229	164,91	-159 260 001
Recettes fiscales	4 134 100	5 758 193	139,29	8 165 944	197,53	4 158 217	6 465 578	155,49	9 171 058	220,55	4 397 000	2 506 775	2 450 539	97,76	55,73	1 946 461	4 397 000	100,00	0
Recettes non fiscales	228 375 620	137 362 185	60,15	231 674 657	101,44	277 787 934	129 367 333	46,57	258 830 687	93,18	240 972 228	116 017 947	170 852 116	147,26	70,90	227 576 070	398 428 186	165,34	-157 455 958
Produits financiers	0	0		0		0	0		0		0	0	0			1 804 043	1 804 043		-1 804 043
DGD	772 489 211	502 520 036	65,05	945 264 133	122,37	1 000 000 000	570 057 658	57,01	1 023 276 485	102,33	1 106 200 000	612 307 655	620 519 100	101,34	56,09	485 680 900	1 106 200 000	100,00	0
Recettes fiscales	756 034 760	493 285 851	65,25	929 154 760	122,90	978 627 196	559 989 982	57,22	1 006 069 767	102,80	1 088 085 094	601 493 015	607 463 363	100,99	55,83	477 061 079	1 084 524 442	99,67	3 560 652
Recettes non fiscales	16 454 451	9 234 185	56,12	16 109 373	97,90	21 372 804	10 067 676	47,11	17 206 718	80,51	18 114 906	10 814 639	13 055 738	120,72	72,07	8 619 820	21 675 558	119,66	-3 560 652
DGI	1 105 042 790	729 194 116	65,99	1 215 124 117	109,96	1 297 356 125	805 623 287	62,10	1 262 393 331	97,31	1 565 225 601	980 699 707	801 143 697	81,69	51,18	664 081 904	1 465 225 601	93,61	100 000 000
Recettes fiscales	1 104 407 165	728 835 943	65,99	1 214 566 686	109,97	1 296 829 038	805 328 912	62,10	1 261 410 347	97,27	1 564 601 510	980 332 239	800 597 023	81,67	51,17	664 004 487	1 464 601 510	93,61	100 000 000
Recettes non fiscales	635 625	358 173	56,35	557 431	87,70	527 087	294 375	55,85	982 984	186,49	624 091	367 468	546 675	148,77	87,60	77 416	624 091	100,00	0
TOTAL	2 110 041 721	1 374 834 530	65,16	2 400 228 851	113,75	2 579 302 276	1 511 513 856	58,60	2 553 671 560	99,01	2 916 794 829	1 711 532 083	1 594 965 453	93,19	54,68	1 381 089 377	2 976 054 830	102,03	-59 260 001
Recettes fiscales	1 864 576 025	1 227 879 987	65,85	2 151 887 391	115,41	2 279 614 451	1 371 784 472	60,18	2 276 651 172	99,87	2 657 083 604	1 584 332 029	1 410 510 924	89,03	53,08	1 143 012 028	2 553 522 952	96,10	103 560 652
Recettes non fiscales	245 465 696	146 954 543	59,87	248 341 460	101,17	299 687 825	139 729 384	46,62	277 020 388	92,44	259 711 225	127 200 054	184 454 528	145,01	71,02	236 273 307	420 727 835	162,00	-161 016 610
Produits financiers	0	0		0		0	0		0		0	0	0			1 804 043	1 804 043		-1 804 043

Source: DGTC, DGD, DGI et DGB

ANNEXE 3 : SITUATION D'EXÉCUTION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2024 PAR CATÉGORIE AU 31 JUILLET 2024 (en milliers de FCFA)

Catégorie de dépenses	2022			2023			2024						
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions LFI	Prévisions ajustées LFI	Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert.	Exécution au 31 juillet			
		Montant eng Visé	Taux		Montant eng Visé	Taux				Montant eng Visé	Taux	Montant Liq	Taux Liq
DEPENSES ORDINAIRES	1 924 700 500	1 175 692 130	61,08	2 090 118 975	1 291 813 763	61,81	2 282 106 894	2 301 269 826	2 272 090 875	1 429 632 169	62,92	1 316 721 952	92,10
Charges financières de la dette	195 800 000	128 761 446	65,76	234 160 242	178 878 274	76,39	292 766 517	292 766 517	292 766 517	182 664 813	62,39	182 664 813	100,00
Dépenses de personnel	1 012 034 328	580 086 852	57,32	1 097 180 821	602 057 744	54,87	1 202 216 333	1 202 216 333	1 202 216 333	740 319 042	61,58	672 715 538	90,87
Dépenses d'acquisition de biens et	219 705 676	128 161 092	58,33	218 172 314	132 031 206	60,52	235 975 575	246 539 881	231 542 287	149 611 926	64,62	125 282 797	83,74
Dépenses de transferts courants	496 160 496	338 306 463	68,18	538 818 876	377 545 486	70,07	550 148 469	558 447 095	544 265 738	355 810 790	65,37	334 833 206	94,10
Dépenses en atténuation des recet	1 000 000	376 278	37,63	1 786 722	1 301 053	72,82	1 000 000	1 300 000	1 300 000	1 225 597	94,28	1 225 597	100,00
DEPENSES EN CAPITAL	1 127 304 684	468 634 275	41,57	1 336 020 984	690 515 158	51,68	1 412 487 118	1 556 367 162	1 397 884 600	678 596 072	48,54	541 496 683	79,80
Investissements exécutés par l'Etat	1 122 408 701	466 130 716	41,53	1 329 196 818	686 425 467	51,64	1 402 487 118	1 546 367 162	1 387 884 600	677 321 324	48,80	540 221 935	79,76
Etat	776 247 872	268 573 278	34,60	830 563 853	342 490 382	41,24	1 017 600 900	1 161 480 944	1 002 998 382	498 781 114	49,73	361 681 725	72,51
Subventions	221 670 829	112 533 530	50,77	203 555 510	168 976 273	83,01	179 594 821	179 594 821	179 594 821	51 788 575	28,84	51 788 575	100,00
Prêts	124 490 000	85 023 909	68,30	295 077 455	174 958 812	59,29	205 291 397	205 291 397	205 291 397	126 751 635	61,74	126 751 635	100,00
Transferts en capital	4 895 983	2 503 559	51,13	6 824 166	4 089 690	59,93	10 000 000	10 000 000	10 000 000	1 274 747	12,75	1 274 747	100,00
TOTAL GENERAL	3 052 005 184	1 644 326 406	53,88	3 426 139 959	1 982 328 921	57,86	3 694 594 012	3 857 636 988	3 669 975 475	2 108 228 240	57,45	1 858 218 635	88,14

ANNEXE 4. SITUATION D'EXÉCUTION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2024 PAR SECTION ET PROGRAMME (HORS FINANCEMENT EXTÉRIEUR) AU 31 JUILLET 2024 (en milliers de FCFA)

Section/Programme	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant eng. Visé	Taux		Montant eng. Visé	Taux		Montant eng. Visé	Taux	Montant Liq	Taux Liq
01 Présidence du Faso	130 458 903	31 933 606	24,48	47 599 876	34 140 681	71,72	178 268 724	56 588 523	31,74	55 940 701	98,86
001 Pilotage de l'action présidentielle	122 206 839	24 307 106	19,89	39 885 291	26 440 681	66,29	172 886 845	51 937 226	30,04	51 290 701	98,76
002 Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	606 699	426 500	70,30	450 000	450 000	100,00	642 301	451 298	70,26	450 000	99,71
003 Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	7 645 365	7 200 000	94,17	7 264 585	7 250 000	99,80	4 739 578	4 200 000	88,62	4 200 000	100,00
02 Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	1 139 065	656 588	57,64	1 426 647	820 489	57,51	1 558 974	865 039	55,49	720 594	83,30
004 Organisation du travail gouvernemental	1 139 065	656 588	57,64	1 426 647	820 489	57,51	1 558 974	865 039	55,49	720 594	83,30
03 Primature	19 086 755	13 853 912	72,58	8 068 043	4 474 001	55,45	8 821 751	5 341 098	60,54	4 727 433	88,51
005 Soutien à l'action de la Primature	3 372 193	1 098 035	32,56	2 661 944	1 177 605	44,24	4 151 604	1 999 736	48,17	1 745 618	87,29
006 Appui à la gouvernance	1 173 806	913 018	77,78	1 181 261	708 783	60,00	1 408 379	822 157	58,38	763 857	92,91
007 Pilotage des projets stratégiques	10 404 457	10 426 462	0,00	478 237	280 773	58,71	0	268 919	0,00	268 919	100,00
008 Promotion du capital humain	4 136 299	1 416 398	34,24	3 746 601	2 306 841	61,57	3 261 768	2 250 285	68,99	1 949 038	86,61
04 Parlement	9 993 050	9 993 050	100,00	19 500 000	19 500 000	100,00	17 848 316	9 785 429	54,83	9 785 429	100,00
134 Fonction parlementaire	9 993 050	9 993 050	100,00	19 500 000	19 500 000	100,00	17 848 316	9 785 429	54,83	9 785 429	100,00
05 Conseil Economique et Social	800 295	676 441	84,52	1 034 320	918 424	88,79	551 983	116 225	21,06	116 225	100,00
009 Conseil Economique et Social	800 295	676 441	84,52	1 034 320	918 424	88,79	551 983	116 225	21,06	116 225	100,00
09 Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	178 237 430	87 506 504	49,10	159 138 162	82 318 429	51,73	178 600 216	109 604 434	61,37	88 279 844	80,54
010 Sureté de l'Etat	2 064 000	814 000	39,44	1 744 645	1 613 000	92,45	3 218 057	2 218 057	68,93	2 218 057	100,00
011 Administration du territoire	8 549 255	4 175 432	48,84	8 345 583	4 360 278	52,25	9 000 165	7 810 478	86,78	6 037 259	77,30
012 Sécurité intérieure	131 389 297	59 828 417	45,54	111 872 237	53 324 558	47,67	138 871 380	75 028 881	54,03	56 619 288	75,46
013 Protection Civile	6 189 154	2 800 789	45,25	2 368 195	1 774 210	74,92	4 466 944	3 238 885	72,51	2 399 269	74,08
014 Décentralisation	17 033 779	10 524 923	61,79	14 536 076	10 389 811	71,48	15 504 389	9 624 325	62,07	9 580 270	99,54
015 Etat civil	499 804	87 505	17,51	336 357	95 650	28,44	478 710	145 523	30,40	138 708	95,32
016 Pilotage et soutien des services du MATD	12 512 141	9 275 438	74,13	19 935 069	10 760 922	53,98	7 060 571	11 538 285	163,42	11 286 993	97,82
10 Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	34 561 096	19 410 642	56,16	40 036 555	21 989 226	54,92	40 970 519	24 642 228	60,15	18 409 605	74,71
017 Administration judiciaire	14 368 281	7 751 907	53,95	15 632 249	8 201 384	52,46	16 530 454	9 515 406	57,56	7 868 548	82,69
018 Administration pénitentiaire	15 324 353	7 755 416	50,61	16 532 732	9 210 718	55,71	19 557 976	11 430 008	58,44	7 212 025	63,10
019 Droits humains	681 262	183 411	26,92	314 025	203 705	64,87	1 026 006	139 289	13,58	63 435	45,54
020 Civisme et citoyenneté	616 941	161 346	26,15	332 146	96 522	29,06	679 058	98 805	14,55	49 871	50,47
021 Pilotage et soutien	3 521 042	3 558 563	101,07	7 125 403	4 176 897	58,62	3 018 336	3 371 036	111,69	3 128 863	92,82
124 Relations avec le Parlement	49 217	0	0,00	100 000	100 000	100,00	158 689	87 684	55,26	86 864	99,07
11 Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	377 870 978	143 055 623	37,86	622 340 050	249 572 718	40,10	620 762 293	434 697 249	70,03	295 172 679	67,90
022 Défense	149 807 979	34 698 317	23,16	333 552 384	108 097 482	32,41	195 204 455	145 644 675	74,61	97 222 894	66,75
023 Préparation et emploi des forces	114 028 561	52 520 160	46,06	156 493 203	78 248 081	50,00	223 187 219	167 390 414	75,00	111 593 610	66,67
024 Equipement des forces	9 302 322	5 179 847	55,68	11 635 843	5 404 125	46,44	23 606 872	17 706 713	75,01	11 804 995	66,67
025 Appui à la sécurité publique et à la protection civile	46 219 484	23 107 207	49,99	59 298 831	29 649 416	50,00	72 118 956	54 089 217	75,00	36 059 478	66,67
026 Renforcement du lien Armée Nation		809 022	0,00	1 847 844	923 922	0,00	3 121 877	2 341 408	75,00	1 560 939	66,67

Section/Programme	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant eng. Visé	Taux		Montant eng. Visé	Taux		Montant eng. Visé	Taux	Montant Liq	Taux Liq
027 Pilotage et soutien	56 894 589	26 741 070	47,00	59 511 945	27 249 693	45,79	103 522 914	47 524 823	45,91	36 930 764	77,71
12 Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	50 048 706	29 902 661	59,75	39 768 424	28 339 534	71,26	52 094 038	27 130 374	52,08	25 889 593	95,43
028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	42 593 092	25 606 088	60,12	33 393 021	23 662 644	70,86	45 844 755	24 199 450	52,79	23 892 187	98,73
029 Intégration africaine	1 394 787	1 244 314	89,21	1 384 011	1 277 322	92,29	1 729 686	123 318	7,13	72 558	58,84
030 Pilotage et soutien aux services du Ministère	5 778 752	2 949 242	51,04	4 750 149	3 276 819	68,98	3 691 009	2 363 195	64,03	1 687 828	71,42
137 Gestion des Burkinabé de l'extérieur	282 074	103 017	36,52	241 243	122 750	50,88	828 588	444 412	53,63	237 021	53,33
14 Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective	314 279 833	153 417 555	48,82	360 685 133	131 954 887	36,58	448 516 520	116 771 496	26,04	112 358 823	96,22
031 Charge de la dette	195 800 000	71 372 227	36,45	234 160 242	35 281 485	15,07	292 766 517	43 430 821	14,83	41 877 130	96,42
032 Pilotage de l'Economie et du développement	36 235 138	27 810 289	76,75	44 207 680	41 307 285	93,44	52 888 522	21 980 035	41,56	21 802 262	99,19
033 Mobilisation des ressources	26 835 930	16 103 901	60,01	30 256 790	15 914 929	52,60	48 063 804	21 117 184	43,94	20 797 552	98,49
034 Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	11 702 542	5 716 977	48,85	10 246 600	6 062 078	59,16	12 521 913	5 526 708	44,14	5 177 138	93,67
036 Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	4 590 750	1 528 639	33,30	3 217 498	1 493 783	46,43	4 416 902	2 130 838	48,24	1 860 792	87,33
038 Pilotage et soutien des services du ministère	39 115 472	30 885 521	78,96	38 596 323	31 895 327	82,64	37 858 862	22 585 911	59,66	20 843 949	92,29
17 Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	13 983 908	6 983 635	49,94	16 256 810	9 825 901	60,44	17 109 312	10 199 498	59,61	9 005 305	88,29
042 Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	6 371 797	2 501 736	39,26	8 312 633	4 169 809	50,16	8 561 590	4 529 941	52,91	3 613 976	79,78
043 Réforme de l'administration	402 011	117 212	29,16	273 359	150 447	55,04	383 864	184 684	48,11	184 684	100,00
044 Travail décent	4 308 330	1 802 430	41,84	4 269 005	3 110 310	72,86	5 868 173	4 136 502	70,49	4 014 527	97,05
045 Pilotage et soutien des services du MFPTDS	2 901 770	2 562 258	88,30	3 401 813	2 395 336	70,41	2 295 685	1 348 371	58,74	1 192 118	88,41
18 Ministère de la Communication, de la culture des Arts et du Tourisme	19 463 065	8 233 864	42,31	19 225 916	12 277 145	63,86	20 596 696	14 464 722	70,23	13 567 824	93,80
039 Culture	3 346 044	1 549 597	46,31	3 496 182	2 244 541	64,20	3 768 688	2 817 975	74,77	2 790 917	99,04
040 Tourisme	1 690 697	269 076	15,92	1 567 815	483 515	30,84	3 039 935	1 262 721	41,54	1 085 991	86,00
046 Communication	9 609 593	4 265 077	44,38	9 487 352	7 057 697	74,39	9 878 900	7 811 526	79,07	7 368 693	94,33
047 Pilotage et soutien	4 762 178	2 150 114	45,15	4 674 567	2 491 391	53,30	3 909 173	2 572 500	65,81	2 322 223	90,27
20 Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	26 828 018	17 236 338	64,25	26 958 037	15 653 594	58,07	24 878 826	16 820 289	67,61	14 158 132	84,17
052 Sport et activités physiques	12 009 563	9 343 464	77,80	15 811 123	8 938 380	56,53	9 734 533	9 628 149	98,91	7 546 909	78,38
053 Loisirs	301 118	92 712	30,79	220 618	101 598	46,05	699 972	143 819	20,55	106 519	74,06
054 Pilotage et soutien des services du MSL	4 514 446	1 898 441	42,05	3 387 290	2 014 261	59,47	4 619 653	2 458 546	53,22	2 128 388	86,57
101 Jeunesse	1 993 936	809 187	40,58	1 617 523	1 053 749	65,15	1 901 691	948 106	49,86	752 799	79,40
102 Formation professionnelle	4 740 301	3 823 812	80,67	4 082 040	2 843 736	69,66	5 402 551	2 761 079	51,11	2 752 260	99,68
103 Promotion de l'emploi	3 268 654	1 268 722	38,81	1 839 443	701 870	38,16	2 423 684	880 590	36,33	871 257	98,94
21 Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	284 074 446	166 688 889	58,68	256 568 973	128 817 642	50,21	312 027 618	173 750 821	55,68	166 214 052	95,66
055 Offre de soin	155 067 926	99 861 570	64,40	147 707 289	77 811 360	52,68	129 927 066	95 438 580	73,46	93 255 196	97,71
056 Santé publique	69 022 829	33 993 153	49,25	52 439 927	31 465 667	60,00	69 535 213	21 766 483	31,30	20 295 531	93,24
057 Pilotage et soutien aux services de la Santé	36 330 460	14 416 268	39,68	38 845 870	10 538 607	27,13	80 136 111	41 679 687	52,01	39 144 205	93,92
146 Accès aux produits de santé	23 653 231	18 417 898	77,87	17 575 887	9 002 009	0,00	32 429 228	14 866 072	45,84	13 519 120	90,94
22 Ministère de la Solidarité Nationale, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille	20 061 008	14 427 928	71,92	23 418 863	17 276 345	73,77	48 531 930	29 161 226	60,09	27 370 687	93,86
048 Femme et du genre	2 088 465	268 301	12,85	978 852	489 068	49,96	3 302 173	603 611	18,28	527 810	87,44
049 Enfance et famille	2 317 461	645 217	27,84	2 063 224	1 529 934	74,15	5 949 885	2 068 320	34,76	1 545 297	74,71
050 Solidarité nationale et gestion des catastrophes	13 150 504	11 085 442	84,30	16 017 573	12 665 021	79,07	36 462 352	23 894 515	65,53	22 877 776	95,74
051 Pilotage et soutien des services du Ministère	2 504 579	2 428 967	96,98	4 359 214	2 592 322	59,47	2 817 520	2 594 780	92,09	2 419 804	93,26

Section/Programme	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant eng. Visé	Taux		Montant eng. Visé	Taux		Montant eng. Visé	Taux	Montant Liq	Taux Liq
23 Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	535 132 094	313 466 398	58,58	556 761 367	325 945 666	58,54	583 549 887	352 753 098	60,45	338 041 514	95,83
058 Accès à l'éducation formelle	412 296 613	146 399 464	35,51	295 001 086	164 994 455	55,93	426 838 761	189 287 910	44,35	180 908 128	95,57
059 Qualité de l'éducation formelle	86 954 057	43 315 375	49,81	85 358 625	51 118 956	59,89	95 685 463	65 589 681	68,55	61 228 341	93,35
060 Accès et qualité de l'éducation non formelle	21 348 069	113 344	0,53	1 750 926	271 722	15,52	44 736 848	2 583 289	5,77	2 455 054	95,04
061 Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	14 533 355	123 638 216	850,72	174 650 730	109 560 534	62,73	16 288 815	95 292 218	585,0 2	93 449 992	98,07
24 Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	95 814 919	49 696 750	51,87	98 033 365	45 152 906	46,06	101 197 664	64 784 337	64,02	56 718 013	87,55
062 Enseignement supérieur	44 995 815	26 531 287	58,96	44 127 570	19 492 422	44,17	45 930 880	29 927 575	65,16	23 925 167	79,94
063 Fourniture des services sociaux aux étudiants	30 498 564	13 282 313	43,55	34 171 491	15 417 428	45,12	34 612 779	20 037 068	57,89	19 428 188	96,96
064 Recherche scientifique et technologique	12 969 283	5 926 774	45,70	11 883 292	6 183 717	52,04	12 911 347	10 569 876	81,87	9 881 290	93,49
065 Pilotage et soutien aux services du MESRSI	6 833 277	3 851 394	56,36	7 597 325	4 031 460	53,06	7 178 836	4 044 527	56,34	3 356 388	82,99
066 Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	517 980	104 982	20,27	253 687	27 879	10,99	563 822	205 291	36,41	126 980	61,85
25 Ministère Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises	11 071 830	5 141 085	46,43	15 897 513	13 840 779	87,06	17 451 525	15 290 943	87,62	14 166 716	92,65
067 Industrie	1 474 518	919 042	62,33	685 268	314 605	45,91	1 050 185	479 336	45,64	308 350	64,33
068 Commerce	5 477 121	904 372	16,51	11 130 649	10 880 723	97,75	11 714 224	10 749 458	91,76	10 728 499	99,81
069 Artisanat	1 343 720	1 030 202	76,67	304 268	269 301	88,51	1 926 308	1 590 834	82,58	848 036	53,31
070 Secteur privé	1 644 206	654 969	39,83	2 898 437	808 657	27,90	1 395 147	1 008 850	72,31	966 607	95,81
071 Pilotage et soutien	1 132 265	1 632 500	144,18	878 891	1 567 493	178,35	1 365 661	1 462 465	107,0 9	1 315 224	89,93
26 Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	6 536 692	4 917 568	75,23	11 814 045	9 891 363	83,73	11 821 378	6 425 712	54,36	6 303 192	98,09
072 Mines	4 287 300	3 788 023	88,35	4 024 575	3 877 116	96,34	4 339 416	3 399 850	78,35	3 381 979	99,47
073 Energie	207 065	9 187	4,44	5 837 616	4 752 541	81,41	5 292 697	1 508 644	28,50	1 457 098	96,58
074 Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	1 757 824	931 358	52,98	1 693 854	1 005 906	59,39	1 280 284	858 470	67,05	820 541	95,58
138 Carrières	284 503	189 000	66,43	258 000	255 800	99,15	908 981	658 749	72,47	643 574	97,70
27 Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	75 301 141	39 096 414	51,92	64 041 993	41 831 617	65,32	90 856 919	48 279 042	53,14	28 993 622	60,05
075 Aménagements hydro agricoles et irrigations	14 384 112	9 673 373	0,00	15 506 423	7 438 492	0,00	32 722 458	13 240 172	40,46	6 751 037	50,99
076 Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	12 358 739	6 001 130	48,56	11 126 543	9 683 135	87,03	11 458 506	8 867 204	77,39	3 129 525	35,29
077 Economie agricole	4 565 955	1 774 604	38,87	2 950 734	1 873 017	63,48	2 520 903	225 569	8,95	133 657	59,25
078 Développement durable des productions agricoles	19 770 356	9 712 029	49,12	11 818 622	8 577 674	72,58	16 885 754	9 630 995	57,04	6 388 796	66,34
079 Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	4 606 569	1 368 460	29,71	3 099 847	2 067 140	66,69	4 085 555	1 992 171	48,76	1 487 053	74,64
080 Pilotage et soutien	7 734 434	5 707 230	73,79	11 663 174	7 353 475	63,05	11 062 880	7 572 721	68,45	7 007 647	92,54
081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	2 342 816	1 568 471	66,95	3 441 962	1 645 973	47,82	573 110	2 047 685	357,2 9	1 993 228	97,34
082 Productivité et compétitivité des productions animales	4 844 754	2 345 859	48,42	2 152 197	1 528 951	71,04	7 016 354	3 575 996	50,97	1 286 272	35,97
083 Santé animale et santé publique vétérinaire	2 848 488	833 925	29,28	2 002 451	1 443 434	72,08	3 188 509	1 019 969	31,99	755 444	74,07
084 Développement des productions halieutiques et aquacoles	1 844 918	111 332	6,03	280 041	220 326	78,68	1 342 890	106 561	7,94	60 963	57,21
30 Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	60 760 177	49 206 979	80,99	45 791 883	34 262 181	74,82	78 757 433	41 952 778	53,27	37 419 153	89,19
091 Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	7 115 455	494 565	6,95	6 917 441	748 033	10,81	15 585 117	1 593 444	10,22	672 146	42,18
092 Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	45 623 519	42 346 286	92,82	32 273 870	28 679 685	88,86	58 647 431	37 117 696	63,29	33 865 552	91,24

Section/Programme	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant eng. Visé	Taux			Montant eng. Visé		Taux		Montant eng. Visé	Taux
093 Développement de réseau de pistes rurales	4 943 115	4 187 843	84,72	2 618 065	2 401 544	91,73	1 207 786	742 461	61,47	548 115	73,82
094 Pilotage et soutien	3 078 088	2 178 284	70,77	3 982 507	2 432 919	61,09	3 317 099	2 499 177	75,34	2 333 340	93,36
31 Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	7 942 018	2 561 271	32,25	5 134 453	2 751 211	53,58	4 799 194	1 443 991	30,09	1 354 460	93,80
095 Developpement d'infrastructures de communications électroniques	5 044 464	1 427 488	28,30	3 308 221	1 531 114	46,28	719 173	262 131	36,45	211 384	80,64
096 Appui au sous secteur postal	21 784	9 322	0,00	17 889	13 671	0,00	1 503 889	219 820	14,62	218 425	99,37
097 Pilotage et soutien aux structures du MDENP	1 338 693	872 208	65,15	1 041 819	713 791	68,51	1 736 296	637 548	36,72	604 525	94,82
136 Transformation et écosystème numérique	1 537 077	252 253	16,41	766 524	492 636	64,27	839 836	324 492	38,64	320 126	98,65
32 Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	8 619 740	6 456 506	74,90	20 169 944	15 424 236	76,47	14 012 089	7 234 745	51,63	7 136 627	98,64
098 Transports et météorologie	5 981 325	5 264 049	88,01	17 643 534	14 120 109	80,03	11 487 907	5 728 150	49,86	5 708 675	99,66
099 Mobilité et sécurité routière	1 379 373	379 099	27,48	866 695	393 791	45,44	1 213 590	410 171	33,80	391 539	95,46
100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR	1 259 042	813 358	64,60	1 659 715	910 336	54,85	1 310 592	1 096 425	83,66	1 036 414	94,53
38 Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	6 270 459	4 417 384	70,45	4 426 640	2 210 307	49,93	5 565 052	2 572 238	46,22	1 979 571	76,96
105 Planification et aménagement urbain	3 252 604	2 601 033	79,97	1 570 753	708 805	45,13	2 600 153	680 755	26,18	650 926	95,62
106 Architecture et construction	1 298 251	235 696	18,15	710 596	402 554	56,65	1 395 755	479 851	34,38	454 981	94,82
107 Accès aux logements décents	946 214	223 600	23,63	577 466	113 787	19,70	774 185	554 528	71,63	90 446	16,31
108 Pilotage et soutien aux service du MUH	773 390	1 357 055	175,47	1 567 825	985 162	62,84	794 959	857 104	107,82	783 218	91,38
42 Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	59 018 685	23 697 314	40,15	52 543 408	32 523 214	61,90	61 717 202	37 999 860	61,57	28 717 337	75,57
086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques	4 539 019	29 608	0,65	5 740 244	2 347 852	40,90	19 442 441	8 868 467	45,61	7 549 828	85,13
087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	693 263	62 772	9,05	464 150	190 975	41,15	1 566 758	527 416	33,66	524 416	99,43
088 Gouvernance environnementale et développement durable	314 139	8 644	2,75	553 872	206 692	37,32	898 741	286 077	31,83	271 542	94,92
089 Economie verte et changement climatique	903 026	0	0,00	873 033	342 693	39,25	1 268 765	538 937	42,48	492 859	91,45
109 Aménagements hydrauliques	19 914 666	15 735 123	79,01	18 872 439	11 878 915	62,94	12 046 149	12 280 576	101,95	10 160 583	82,74
110 Gerstion intégrée des ressources en eau	3 019 560	1 303 145	43,16	2 000 645	1 530 545	76,50	3 342 708	1 586 629	47,47	1 261 054	79,48
111 Approvisionnement en eau potable	10 853 947	4 324 288	39,84	8 147 037	5 905 677	72,49	9 244 649	4 486 445	48,53	1 174 480	26,18
112 Assainissement des eaux usées et excréta	3 147 981	1 394 016	44,28	1 215 184	682 851	56,19	5 739 175	2 340 794	40,79	517 063	22,09
113 Pilotage et soutien	5 751 939	839 718	14,60	14 593 783	9 406 419	64,45	8 167 816	7 084 518	86,74	6 765 512	95,50
50 Grande Chancellerie	960 263	889 819	92,66	973 605	892 343	91,65	952 049	706 366	74,19	401 976	56,91
114 Ordres burkinabè	960 263	889 819	92,66	973 605	892 343	91,65	952 049	706 366	74,19	401 976	56,91
51 Conseil Supérieur de la Communication	1 139 159	647 340	56,83	990 119	600 832	60,68	1 024 841	791 441	77,23	760 930	96,14
115 Régulation du secteur de la communication	1 139 159	647 340	56,83	990 119	600 832	60,68	1 024 841	791 441	77,23	760 930	96,14
52 Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1 841 103	1 475 828	80,16	2 705 272	1 890 417	69,88	3 103 909	2 020 317	65,09	1 951 564	96,60
116 Controle d'Etat	1 841 103	1 475 828	80,16	2 705 272	1 890 417	69,88	3 103 909	2 020 317	65,09	1 951 564	96,60
54 Conseil Constitutionnel	804 686	528 378	65,66	788 582	523 436	66,38	887 478	589 642	66,44	505 248	85,69
117 Coordination des actions du Conseil constitutionnel	804 686	528 378	65,66	788 582	523 436	66,38	887 478	589 642	66,44	505 248	85,69
55 Conseil d'Etat	976 640	706 104	72,30	1 013 003	683 665	67,49	1 136 896	792 990	69,75	790 258	99,66
118 Juridiction supérieure de l'ordre administratif	976 640	706 104	72,30	1 013 003	683 665	67,49	1 136 896	792 990	69,75	790 258	99,66
C. des compte	1 865 467	1 270 999	68,13	1 698 491	1 116 879	65,76	2 048 310	1 535 241	74,95	1 535 241	100,00
119 Controle juridictionnel et controle de la gestion des finances publiques	1 865 467	1 270 999	68,13	1 698 491	1 116 879	65,76	2 048 310	1 535 241	74,95	1 535 241	100,00
57 Cour de Cassation	1 529 352	1 055 715	69,03	1 684 275	1 211 161	71,91	1 930 297	1 282 779	66,46	1 274 408	99,35
120 Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	1 529 352	1 055 715	69,03	1 684 275	1 211 161	71,91	1 930 297	1 282 779	66,46	1 274 408	99,35

Section/Programme	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant eng. Visé	Taux		Montant eng. Visé	Taux		Montant eng. Visé	Taux	Montant Liq	Taux Liq
CENI	413 612	187 779	45,40	486 260	267 843	55,08	491 630	440 286	89,56	322 236	73,19
121 Elections	413 612	187 779	45,40	486 260	267 843	55,08	491 630	440 286	89,56	322 236	73,19
59 Commission de l'Informatique et des Libertés	576 684	422 681	73,30	668 895	668 895	100,00	799 460	511 031	63,92	511 031	100,00
122 Protection des données à caractère personnel	576 684	422 681	73,30	668 895	668 895	100,00	799 460	511 031	63,92	511 031	100,00
60 Médiateur du Faso	706 470	535 847	75,85	676 361	676 361	100,00	568 032	74 692	13,15	74 692	100,00
123 Médiateur du Faso	706 470	535 847	75,85	676 361	676 361	100,00	568 032	74 692	13,15	74 692	100,00
61 Commission Nationale des Droits Humains	450 542	300 785	66,76	431 581	0	0,00	458 112	0	0,00	0	0,00
147 Défense des Droits Humains	450 542	300 785	66,76	431 581	0	0,00	458 112	0	0,00	0	0,00
98 Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	40 917 102	36 902 030	90,19	34 578 797	34 578 787	100,00	37 723 567	9 312 905	24,69	9 312 905	100,00
135 Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	40 917 102	36 902 030	90,19	34 578 797	34 578 787	100,00	37 723 567	9 312 905	24,69	9 312 905	100,00
99 Dépenses Communes Interministérielles	288 393 183	132 977 723	46,11	364 171 333	169 973 930	46,67	293 098 492	163 720 954	55,86	158 903 126	97,06
133 Dépenses communes interministérielles	288 393 183	132 977 723	46,11	364 171 333	169 973 930	46,67	293 098 492	163 720 954	55,86	158 903 126	97,06
Total général	2 705 844 355	1 389 379 749	51,35	2 927 506 994	1 494 797 046	51,06	3 302 540 657	1 790 454 038	54,21	1 538 890 742	85,95

ANNEXE 5: ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RESULTATS MAJEURS DES PROGRAMMES BUDGETAIRES PAR MINISTERE AU 31 JUILLET 2024

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
09_Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité				
011 : Administration du territoire	Résultat 1 : Un guide de prévention et de gestion des conflits est élaboré	Disponibilité du guide	1	0
	Résultat 2 : Les outils de collecte de données relatives aux conflits sont harmonisés	Nombre d'outils harmonisés	4	4
	Résultat 3 : Des échanges et des réflexions sur la délimitation des entités administratives avec les CCA et les structures concernées sont tenues	Nombre de rencontre d'échanges	8	7
012 : Sécurité intérieure	Résultat 1 : Des nouveaux services de sécurité sont construits (pour la gendarmerie)	Nombre de services de sécurité construits	3	0
	Résultat 2 : Des moyens roulants sont acquis (véhicules à 4 roues) au profit de la Police (83) et de la Gendarmerie (53)	Nombre de véhicules 4 roues acquis	136	0
	Résultat 3 : Des moyens roulants sont acquis (motos) au profit de la Police (510) et de la Gendarmerie (300)	Nombre de motos acquis	810	182
	Résultat 4 : Des patrouilles de sécurisation sont menées	Nombre de patrouilles menées	60 000	42894
	Résultat 5 : Des services de sécurité sont interconnectés sur la plateforme IRAPOL	Nombre de service de sécurité interconnectés	50	0
013 : Protection civile	Résultat 1 : La couverture opérationnelle des chefs-lieux de régions en compagnie de sapeurs-pompiers	Nombre de compagnie construite et équipée	1	1
	Résultat 2 : Des ambulances sont acquises au profit de la BNSP	Nombre d'ambulances acquises	2	1

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Résultat 3 : Le recrutement et la formation de jeunes sapeurs-pompiers sont effectifs	Nombre de jeunes recrutés et formés	500	500
	Résultat 4 : Le siège de l'ISEPC est réalisé	Taux de réalisation des bâtiments	84	80
	Résultat 5 : Les provinces disposent de plan ORSEC	Nombre de plans ORSEC mis en place dans les provinces	3	1
014 : Décentralisation	Résultat 1 : Le guichet « prêt/garantie aux emprunts » est opérationnel	Nombre de guichet opérationnels	7	6
	Résultat 2 : Le guide de prise en compte de la décentralisation dans les politiques et stratégies de développement est adopté.	Disponibilité du guide	1	1
	Résultat 3 : La loi portant statut de l'élu local est finalisée	Disponibilité de la loi portant statut de l'élu local	1	0
015 : Etat Civil	Résultat 1 : La solution technologique de l'informatisation de l'état civil est déployée	Nombre de centres principaux d'état civil informatisés et mis en réseau	18	0
	Résultat 2 : L'identifiant unique du citoyen à l'état civil (IUCEC) est opérationnel dans les communes	Nombre de communes où l'IUCEC est opérationnel	18	0
	Résultat 3 : L'enregistrement des naissances dans les délais légaux a augmenté	Taux d'enregistrement des naissances dans les délais légaux	53,92	57,82
	Résultat 4 : Une loi spécifique sur l'état civil est adoptée	Disponibilité de la loi spécifique sur l'état civil	1	0
	Résultat 5 : Les données sur l'état sont fiables et complètes	Nombre de points focaux formés à l'utilisation des outils de collecte des données statistiques	18	0
016 : Pilotage et soutien des services du MATDS	Résultat 1 : Le budget du ministère est exécuté	Taux d'exécution du budget 2024	100	38,48
	Résultat 2 : Les documents de planification sont élaborés (4rapports trimestriels, 1 rapport annuel et 1	Nombre de documents de planification	6	4

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	programme annuel d'activités)			
	Résultat 3 : Les documents statistiques du Ministère sont disponibles (Annuaire Décentralisation, Administration du territoire et Sécurité intérieure ainsi que leurs tableaux de bord)	Disponibilité des annuaires et tableaux de bord	6	0
	Résultat 4 : Les structures du ministère sont évaluées	Nombre de structures évaluées	34	34
10_Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions				
017_Administration judiciaire	Le palais de justice de Bobo est réhabilité	Ouverture effective du palais aux justiciables	1	1
	300 dossiers pendants en justice sont jugés (criminels, terro et écofi)	Nombre de dossiers jugés	300	176
	15 audiences du pôle judiciaire anti-terroriste sont tenues	Nombre d'audiences tenues	15	3
	600 personnes vulnérables et/ou indigentes sont assistées	Nombre de personnes assistées	600	964
	Trois juridictions délocalisées sont réinstallées	Nombre de juridictions réinstallées	3	2
018_Administration Pénitentiaire »	La grande détention de la MACO est construite	Taux de réalisation	100%	0
	Des EP sont dotés en véhicules quatre (04) roues d'escorte	Nombre de véhicules d'escorte acquis	4	0
	Des EP sont dotés en véhicules trois (03) des fourgons de transport des détenus	Nombre de fourgons de transport des détenus acquis	3	0
	Des travaux de renforcement de la sécurité physique sont réalisés dans deux (02) EP situés dans les zones à fort défi sécuritaire	Nombre d'EP ayant bénéficié des travaux de renforcement de la sécurité physique	2	0

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	150 éléments de la BIAP sont formés au centre d'Entrainement Commando et de Formation des Opérations Spéciales (CECFOS)	Nombre d'éléments formés	150	150
019_Droits humains	8000 représentants de groupes socioprofessionnels sont sensibilisés, informés et formés sur les droits humains et le droit international humanitaire	Nombre d'acteurs sensibilisés, informés et formés sur les droits humains et le droit international humanitaire	8000	11765
	Le plan d'action de mise en œuvre des recommandations issues du quatrième cycle de l'EPU et des organes de traités est élaboré	Disponibilité du plan d'action	1	0
	98% des OSC sollicitant une assistance technique ont été satisfaits	Pourcentage des OSC satisfaites de l'assistance technique	98%	100%
	30% des cas de violations des droits humains sont traités et suivis	Pourcentage des cas de violations des droits humains traités et suivis	30%	70%
	L'ensemble des rapports dus aux organes de traité sont transmis dans les délais aux organes de traité	Proportion de rapports dus transmis dans les délais	100%	50%
020_Citoyenneté et Paix	100 000 citoyens y compris les acteurs du milieu scolaire et universitaire sont sensibilisés sur le civisme et la citoyenneté	Nombre de personnes sensibilisées	100 000	5500
	500 démembrements de l'ONAPREGECC sont installés et formés sur la prévention et la gestion pacifique des conflits communautaires	Nombre de démembrements installés et formés	500	703
	une journée nationale de la parenté à plaisanterie est institutionnalisée	Institutionnalisation de la journée	1	0
	500 membres des comités de veille et de développement (COVED) sont formés sur les valeurs de tolérance, de paix et de civisme	Nombre de membres formés	500	0

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	90 000 personnes sont sensibilisées sur la culture de la tolérance et de la paix à l'occasion de la commémoration des journées internationales de la paix et de la tolérance	Nombre de personnes sensibilisées	90 000	1000
021_Pilotage et soutien	Deux sessions du cadre sectoriel de dialogue (CSD) et une session CASEM sont tenue	Nombre de cadres de concertation tenus	3	2
	Le plan de recrutement du personnel est mis en œuvre à 100%	Taux de mis en œuvre du plan de recrutement	100%	30%
	La demande et délivrance en ligne du bulletin N°3 du casier judiciaire est effective dans les juridictions pilotes	Nombre de juridictions dans lesquelles la plateforme est disponible	4	0
	Les actions phares du ministère sont couvertes	Taux de couverture médiatique des actions phares	100%	100%
	Au moins 15 structures du ministère sont contrôlées	Nombre de structures contrôlées	15	0
124_ Relation avec le parlement	Tous les projets de lois inscrits à l'ordre du jour du Parlement sont suivis	Proportion de projets de loi suivis	100%	100%
	Toutes les recommandations issues des cadres de concertation adressées à la DGRI sont mises en œuvre	Proportion de recommandations mises en œuvre	100%	70%
	Trente-six (36) cadres de l'administration au moins sont formés en procédure législative et en légistique	Nombre de cadres de l'administration formés	36	0
12_ Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur				
028; Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	Organisation des commissions et des sessions de suivis	Disponibilité des rapport	7	3

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Organisation d'un atelier de réflexion sur la problématique de la gestion du personnel contractuel local des Missions diplomatiques et postes consulaires du Burkina Faso	Disponibilité des rapport de mission	1	1
	Tenue de l'atelier de restitution des travaux du segment principal de la 78 ^e session de l'Assemblée Générale ordinaire des Nations Unies	Disponibilité des rapport de mission	1	1
	Tenue des sessions du Comité National d'Eligibilité de la CONAREF	Disponibilité des rapport	4	1
	Organisation de la journée internationale et la quinzaine de la Francophonie	Disponibilité des rapport	1	1
029; Intégration africaine	Participation aux rencontres des organisations et instances sous régionales	Nombre de rencontres	19	4
	Organisation des ateliers d'informations et de sensibilisation sur les droits et devoirs des communautés africaines vivant au Burkina Faso	Ateliers organisés	2	2
	Organisation de la journée de l'Afrique	Organisation effective de la journée	1	1
	Organisation de les ateliers de sensibilisation sur l'intégration sous régionale	Ateliers organisés	2	1
	Suivi de la mise en œuvre du programme immobilier du Conseil de l'entente au Burkina Faso.	Rencontres de suivi tenues	2	1
137; Gestion des Burkinabè de l'extérieur	Organisation des missions	Missions consulaires	4	2

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	consulaires	organisées		
	Actualisation et adoption des textes créant le Haut Conseil des Burkinabè de l'Extérieur (HCBE)	Textes adoptés	3	2
	Adoption de la stratégie nationale de gestion de la diaspora,	Disponibilité de la SNGD	1	1
30: Pilotage et soutien aux services du Ministère	coordination de l'élaboration des documents de performance notamment les rapports annuels des performances (RAP) 2023 et les rapports d'évaluation des performances des différentes structures du ministère 2023 ;	Disponibilité des rapports	2	2
	tenue d'une session du CASEM	Disponibilité du rapport	2	2
	réalisation de sept (07) missions de contrôle et d'appui conseil dans les missions diplomatiques et postes consulaires,	Nombre de missions réalisées	7	2
	Régularisation des dépenses des MPDC	Disponibilité du rapport	2	2
14_Ministère de l'économie et des finances				
032 : Pilotage de l'Economie et du développement	La 2 ^{ème} enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM-2) est réalisée	Taux de réalisation l'EHCVM-2	100%	90%
	Le rapport des résultats définitifs de la 5 ^{ème} enquête	Disponibilité du rapport	1	1

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	démographique et de santé (EDS-V) est disponible			
	Les cadrages macroéconomiques (Mars-Aout-Décembre) sont réalisés	Nombre de cadrages macroéconomiques réalisés	3	1
	L'Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (ENESI) est réalisée	Taux de réalisation de l'ENESI	100%	30%
	Le rapport de l'étude rétrospective sécuritaire pour l'ENP post 2025 est disponible	Disponibilité du rapport	1	15%
033 : Mobilisation des ressources	Les contribuables du segment des grandes et moyennes entreprises ont adhéré à eSINTAX télédéclaration et télépaiement	Pourcentage de contribuables ayant adhéré à eSINTAX	90%	96,67%
	Le décaissement des ressources extérieures est amélioré	Taux de décaissement (appuis projets et appuis budgétaires)	85%	62%
	Une stratégie de mobilisation des recettes fiscales des collectivités territoriales est élaborée	Disponibilité de la stratégie	1	0
	Le cadastre foncier national est informatisé	Nombre de références cadastrales numérisées	500 000	312 096
	La plateforme électronique e-Douanes est opérationnelle	Fonctionnalité de la plateforme électronique e-Douanes	Oui	Oui
034 : Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	L'Assemblée Générale des Etablissements Publics de l'Etat est tenue	Disponibilité du rapport	1	70%
	Le PIP 2025-2027 est élaboré	Disponibilité du PIP 2025-2027	1	30%

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Le projet de loi de finances 2025 est élaboré sur la base des enveloppes de références DPBEP et déposé dans les délais	Disponibilité du projet de loi de finances 2025 est élaboré sur la base des enveloppes de références DPBEP	1	35%
	Le plan global de déblocage des fonds des ministères et institutions est élaboré	Disponibilité du plan global de déblocage des fonds des ministères et institutions	1	1
	Des opérations de recensement géo référencées et valorisées sont réalisées dans deux (02) régions du Burkina	Disponibilité des rapports de recensement	2	30%
036 : Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	Les DOS sont passées en CED	Pourcentage de DOS passées en CED	85%	51,25%
	Le rapport de suivi de l'évaluation ITIE élaboré	Disponibilité du rapport	1	Non échu
	250 marchés publics sont audités	Pourcentage des marchés audités	80%	30,40%
	Les structures (administration centrale, collectivités territoriales, projets et programmes, EPE, Sociétés d'Etat) sont auditées	Nombre de structures auditées	53	33
038 : Pilotage et soutien des services du ministère	Les procédures identifiées sont dématérialisées	Nombre de procédures dématérialisées	8	1
	Les programmes de formation initiale des écoles sont exécutés	Taux d'exécution du volume horaire	100%	ENAREF: 65% et END : 76%
	Le plan d'action intégré des réformes des finances publiques (PAIRFP) est élaboré à l'issue de l'évaluation PEFA	Disponibilité du PAIRFP	1	1

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	2023			
	Le budget programme du MEF est élaboré	Disponibilité du budget programme	1	45%
	Le compte de gestion des matières du MEF est élaboré	Disponibilité du compte de gestion	1	1
17_Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale				
042 : Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	1. Une plateforme d'expression des besoins en recrutement des agents de l'administration publique est élaborée.	Disponibilité de la plateforme	1	0
	2. Des textes juridiques de la stratégie nationale de valorisation de l'expertise publique sont adoptés.	Nombre de textes adoptés	2	0
	3. Un décret portant gestion des ressources humaines en période de crise est adopté.	Disponibilité du décret	1	1
	4. Les actes de carrière des agents (intégration, reclassement et retraite) sont élaborés dans les délais.	Proportion des agents dont les actes de carrière sont signés dans les délais	70%	44%
	5. L'enquête de satisfaction des candidats sur l'organisation des concours est réalisée.	Disponibilité du rapport d'enquête	1	0
043 : Réforme de l'administration	1. Les recommandations de l'étude sur l'évaluation de la performance des agents publics sont mises en œuvre.	Taux de mise en œuvre des recommandations	40%	20%
	2. Une démarche qualité des structures publiques est implémentée.	Disponibilité d'un document d'implémentation de la démarche qualité	1	0
	3. Des nouveaux e-services sont développés.	Nombre de nouveaux e-services	5	0

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
044 : Travail décent	1. Les sessions des cadres de concertation sont tenues : Rencontre Gouvernement/Patronat, Gouvernement / Syndicats, Commission Consultative du Travail (CCT) ;	Nombre de sessions des cadres de concertation tenues	11	4
	Commission Consultative relative aux Normes Internationales du Travail (CCNIT),			
	Comité Technique national Consultatif de Sécurité et Santé au Travail (CTNCSST),			
	Comité National de Coordination de la Stratégie National de Lutte Contre les Pires Formes de Travail des Enfants (, CNCSNPFTE), cadre de concertation administration du travail/ juridictions			
	2. Des personnes (H/F) sont formées/sensibilisées en matière de travail et de protection sociale.	Nombre de personnes formées / sensibilisées	4800	852
	3. Des entreprises/ établissements sont contrôlés.	Nombre d'entreprises/ établissements contrôlés	2 000	1819
	4. Les projets des travailleurs déflatés et retraités sont financés.	Nombre de projets financés	70	58
045 : Pilotage et soutien aux structures du ministère	5. La population est enrôlée au Régime d'assurance maladie universelle (RAMU).	Nombre de personnes (H/F) enrôlées au RAMU	200 000	0
	1. Les sessions statutaires du CASEM sont tenues.	Nombre de sessions tenues	2	1
	2. Les documents de planification et de suivi évaluation sont élaborés.	Nombre de documents de planification élaborés	4	4
	3. Les agents du ministère sont formés.	Nombre d'agents formés (H/F)	450	296 (68 femmes)

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	4. Les contrôles/audits sont effectués dans les structures du ministère.	Nombre de structures contrôlées/auditées	6	6
18_Ministère de la communication, de la culture, des arts et du tourisme				
039 culture	100 éléments du patrimoine culturel immatériel et 45 biens culturels immeubles classés sur la Liste du patrimoine national	Nombre de biens et éléments du patrimoine culturel documentés	145	0
	30 000 visiteurs enregistrés pendant les expositions majeures dans les musées et les espaces culturels	Nombre de visiteurs enregistrés	30 000	24 845
	150 opérateurs culturels soutenus financièrement	Nombre d'opérateurs culturels soutenus financièrement	150	12
	500 personnes déplacées internes formées dans les métiers des arts	Nombre de déplacées internes formées dans les métiers des arts	500	182
	03 manifestations majeures de promotion culturelle d'envergure nationale organisées	Nombre de manifestations majeures de promotion culturelle d'envergure nationale organisées	3	1
040 tourisme	Soixante (60) gestionnaires de sites touristiques et espaces de loisirs sont formés en sécurité	Nombre de promoteurs et gestionnaires de sites touristiques formés en gestion et protection de sites	60	55
	Deux (02) manifestations majeures de promotion touristique d'envergure nationale sont organisées	Nombre de manifestations majeures organisées	2	0
	Six cent (600) entreprises touristiques sont contrôlées en matière d'application de la réglementation et du respect des normes et standard	Nombre d'entreprises touristiques contrôlées	600	199
	Quarante (40) entreprises touristiques sont classées officiellement	Nombre d'entreprises touristiques classées	40	0
	Vingt-cinq (25) opérateurs touristiques sont soutenus financièrement	Nombre d'opérateurs touristiques soutenus financièrement	25	2

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
046 communication	01 grand évènement organisé (Concours prix « GALIAN »)	Nombre d'évènement organisé	1	0
	Six (06) conférences publiques sur la lutte contre l'extrémisme violent sont tenues	Nombre de conférences organisées	6	2
	100 productions audiovisuelles de sensibilisation sur la participation citoyenne à la lutte contre le terrorisme sont réalisées et diffusées dans les médias (Radio, télé, presse écrite, réseaux sociaux)	Nombre de productions audiovisuelles	100	0
	120 médias privés sont accompagnés financièrement à travers le FAPP.	Nombre de médias bénéficiaires	120	0
	200 médias sensibilisés sur les textes de loi sur les médias	Nombre d'acteurs des médias sensibilisés	200	200
047 pilotage et soutien	02 cadres de concertation tenus (CASEM, CSD)	Nombre de cadres de concertation tenus	2	2
	Au moins 100 agents du ministère formés	Nombre d'agents formés	100	0
	1 compte de gestion du ministère élaboré	Disponibilité du compte de gestion	1	1
	L'annuaire statistique 2023 élaboré	Nombre de documents statistiques produits	1	0
	1500 archives des fonds traités numérisés	Nombre d'archives des fonds traités numérisés	1500	0
17_Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale				
042 : Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	1. Une plateforme d'expression des besoins en recrutement des agents de l'administration publique est élaborée.	Disponibilité de la plateforme	1	0
	2. Des textes juridiques de la stratégie nationale de valorisation de l'expertise publique sont adoptés.	Nombre de textes adoptés	2	0

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	3. Un décret portant gestion des ressources humaines en période de crise est adopté.	Disponibilité du décret	1	1
	4. Les actes de carrière des agents (intégration, reclassement et retraite) sont élaborés dans les délais.	Proportion des agents dont les actes de carrière sont signés dans les délais	70%	44%
	5. L'enquête de satisfaction des candidats sur l'organisation des concours est réalisée.	Disponibilité du rapport d'enquête	1	0
043 : Réforme de l'administration	1. Les recommandations de l'étude sur l'évaluation de la performance des agents publics sont mises en œuvre.	Taux de mise en œuvre des recommandations	40%	20%
	2. Une démarche qualité des structures publiques est implémentée.	Disponibilité d'un document d'implémentation de la démarche qualité	1	0
	3. Des nouveaux e-services sont développés.	Nombre de nouveaux e-services	5	0
044 : Travail décent	1. Les sessions des cadres de concertation sont tenues : Rencontre Gouvernement/Patronat, Gouvernement / Syndicats, Commission Consultative du Travail (CCT) ;	Nombre de sessions des cadres de concertation tenues	11	4
	Commission Consultative relative aux Normes Internationales du Travail (CCNIT),			
	Comité Technique national Consultatif de Sécurité et Santé au Travail (CTNCSST),			
	Comité National de Coordination de la Stratégie National de Lutte Contre les Pires Formes de Travail des Enfants (, CNCSNPFE), cadre de concertation administration du travail/ juridictions			

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	2. Des personnes (H/F) sont formées/sensibilisées en matière de travail et de protection sociale.	Nombre de personnes formées / sensibilisées	4800	852
	3. Des entreprises/ établissements sont contrôlés.	Nombre d'entreprises/ établissements contrôlés	2 000	1819
	4. Les projets des travailleurs déflatés et retraités sont financés.	Nombre de projets financés	70	58
	5. La population est enrôlée au Régime d'assurance maladie universelle (RAMU).	Nombre de personnes (H/F) enrôlées au RAMU	200 000	0
045 : Pilotage et soutien aux structures du ministère	1. Les sessions statutaires du CASEM sont tenues.	Nombre de sessions tenues	2	1
	2. Les documents de planification et de suivi évaluation sont élaborés.	Nombre de documents de planification élaborés	4	4
	3. Les agents du ministère sont formés.	Nombre d'agents formés (H/F)	450	296 (68 femmes)
	4. Les contrôles/audits sont effectués dans les structures du ministère.	Nombre de structures contrôlées/auditées	6	6
20_ Ministère du sport, de la jeunesse et de l'emploi				
052 : Sports et activités physiques	Les équipes nationales ont pris part à des compétitions sportives		95	7
	L'USSU-BF est organisée avec la participation des établissements		510	588
	Le stade du 04 août est rénové		100%	82%
	Des personnes ont participé aux séances de sports pour tous.		668352	64 040
	Des sessions de sensibilisation sont organisées sur le dopage dans le sport		2	0
053 : Activités de loisirs	Des journées de loisirs sont organisées		62	0
	Des cadres d'échanges sur les textes en vigueur des loisirs sont organisés		61	0
	Des sessions du comité interministériel sont organisées		2	0

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Des personnes ont participé à une conférence sur les loisirs		500	0
	Un contenu des émissions de sensibilisation sur les bienfaits des loisirs est élaboré		7	0
054 : Pilotage et soutien des services du Ministère	Des sessions du CASEM 2022 sont tenues		2	1
	Le rapport annuel de l'évaluation de la performance des structures du MSJE est produit		1	1
	Des revues du CSD/ TEPS 2022 sont tenues		2	1
	La gestion des carrières du personnel du MSJE est assurée		1	1
	La revue à mi-parcours de l'exécution du budget du MSJE est élaboré		500	0
101 : Jeunesse	Des jeunes sont formés/ sensibilisés en entrepreneuriat		27 510	17 302
	Des jeunes sont sensibilisés en civisme, citoyenneté, prévention de l'extrémisme violent, conduites addictives et en santé sexuelle et de la reproduction		95 000	34 182
	Des jeunes sont engagés dans des actions citoyennes à travers le placement des volontaires nationaux sur les chantiers de développement		35 000	19225
	Des organisations de jeunesse ont bénéficié d'un accompagnement en termes d'appui technique et financier		265	0
	Des jeunes sont formés au permis de conduire dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération permis de conduire (OPC)		1 300	0

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
102 : Formation professionnelle	Des apprenants inscrits dans les centres de formation ont suivi la formation initiale de type résidentiel ainsi que modulaire qualifiante		9 000	4790
	Des apprenants sont formés et placés en stage d'immersion et d'initiation		976	0
	Des personnes ont bénéficié de formation sur financement FAFPA		19 000	0
	Des jeunes sont sensibilisés sur l'importance et les opportunités de la formation professionnelle.		1 300	663
	Des centres de formation professionnelle sont équipés		15	0
103 : Promotion de l'emploi	Des acteurs de l'économie informelle sont sensibilisés sur la formalisation de leurs entreprises		4 000	584
	Des projets sont financés		10 667	0
	Des promoteurs sont suivis et encadrés		12 667	0
	Des postes d'emplois sont diffusés		10 000	2 225
	Des demandeurs d'emploi sont formés en Techniques de recherche d'emploi (TRE)		4 000	611
21_Ministère de la santé et de l'hygiène publique				
55: Offre de soin	Le Centre hospitalier universitaire de Bobo-Dioulasso est construit selon les normes	Niveau de réalisation physique du CHU de Bobo-Dioulasso	60%	68%
	Le Centre hospitalier régional universitaire de Gaoua est construit selon les normes	Niveau de réalisation physique du CHRU de Gaoua	5%	24%
	La population vivant à moins de 5 km d'une formation sanitaire	Pourcentage de la population vivant à moins de 5 km d'une formation sanitaire	64%	65,10%
	La contribution du secteur privé de	Nombre d'autorisation	55	23%

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	santé à l'offre de soins de qualité est renforcée	d'ouverture et d'exploitation accordées		
	La saisie des rapports des formations sanitaires privées dans la base Endos est améliorée	Taux de complétude des rapports mensuels des formations sanitaires privées de soins	70%	68,90%
56: Santé publique	Au moins 170 unités de production d'eau ou de jus préemballés sont inspectées pour	Nombre de structures contrôlées	170	30%
	Au moins 30% des formations sanitaires de base mettent en œuvre le WHOPEN	Proportion des formations sanitaires de base mettant en œuvre le WHOPEN	> 30 %	10%
	Au moins 90% de MAS enregistrés sont guéris y compris dans les zones `défi sécuritaire	Taux de guérison des MAS	>=90%	92,60%
	Au moins 95% des femmes enceintes accouchent en présence d'un personnel qualifié	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	95,00%	37,04%
	L'offre de vaccination (nouveau vaccins, zones à défi sécuritaire, zone urbain et péri urbain,	Taux de couverture vaccinal en Penta 3	100,00%	41,50%
057: Pilotage et soutien aux services de la Santé	Résultat 1 L'exécution du budget de la santé s'est améliorée	Taux d'exécution du budget	>95%	38,68%
	Résultat 2 La complétude des rapports des formations sanitaires publiques a augmenté de 3%	Taux de complétude des rapports	87,33%	79,80%
	Résultat 3 La proportion du budget de l'Etat allouée au MSHP a augmenté de 2%	Proportion du budget de l'Etat alloué au MSHP	13,92%	11,90%
	Résultat 4 Les formations sanitaires disposent de personnel répondant aux normes	Pourcentage de CSPS remplissant les normes (WISN) minimales en personnel a augmenté	83,90%	57,75%
	Résultat 5 Les notes de politique sont élaborées	Proportion de résultats de recherche ayant fait l'objet de notes de politique	80%	

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
146: Accès aux produits de santé	Résultat 1: La mobilisation des financements au profit du programme_146 s'est amélioré	Taux de mobilisation des ressources financières	>=50%	
	Résultat 2: Les cadres de concertation intègrent toutes les parties prenantes et sont fonctionnels	Proportion des cadres de concertation fonctionnels	90%	
	Résultat 3: Les produits de santé sont utilisés de façon rationnelle dans les CHU et CHR	Nombre de services mettant en œuvre la DIN dans chaque hôpital (CHU, CHR)	>=1	
	Résultat 4: Les produits de santé y compris les vaccins et les produits sanguins sont disponibles à tous les	Taux de rupture des 50 médicaments traceurs dans les DRD	<7%	
	Résultat 5: Le système d'information et de gestion logistique est performante et fournit des informations de	Taux de complétude des rapports SIGL	100%	
22_ Ministère de la femme, de la solidarité nationale et de l'action humanitaire				
048 « Femme et genre »	Des femmes et filles (y compris les PDI) victimes de violences sont prises en charge	Nombre de femmes et de filles prises en charge	30 000	10 472
	Des femmes ont bénéficié de crédits pour le financement de leurs activités génératrices de revenus	Nombre de femmes bénéficiaires	100 220	47 455
	Des femmes bénéficiaires de crédits sont formées en gestion d'entreprises	Nombre de femmes bénéficiaires de crédits formées	5340	3966
	Des centres d'écoute et de prise en charge intégrée de VBG sont équipés		3	3
	Des " cercles de paix" sont mis en place dans les régions	Nombre de régions bénéficiaires	2	0
049 « Enfance et famille »	Des familles d'accueil sont bénéficiaires d'appuis matériel et financier au profit des enfants placés	Nombre d'appuis apportés aux familles d'accueil	126	65

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Des enfants rencontrés lors des opérations de sécurisation du territoire sont pris en charge	Nombre d'EROST pris en charge	250	101
	Des orphelins et autres enfants vulnérables (OEV) y compris ceux porteurs de handicap et ceux affectés par les actes terroristes bénéficient d'un appui à la scolarisation	Nombre d'OEV bénéficiaires	15 200	5608
	Des enfants et jeunes en difficulté d'adaptation comportementale sont pris en charge dans les internats éducatifs	Nombre d'enfants et jeunes en difficulté d'adaptation comportementale pris en charge	780	568
	Des enfants victimes de violences et d'abus divers sont pris en charge	Nombre d'enfants victimes de violences Et d'abus divers pris en charge	20 000	7 314
050 : Solidarité nationale et Gestion des catastrophes	Personnes victimes de catastrophes et de crises humanitaires y compris les PDI et personnes vulnérables des communautés hôtes bénéficient d'une assistance alimentaire	Nombre de victimes bénéficiaires	1 800 000	1 329 371
	Résultat 2 : des ménages déplacés internes y compris les retournés bénéficient d'Articles Ménagers Essentiels (AME)	Nombre de ménages bénéficiaires	190 911	72 883
	Enfants handicapés bénéficient d'une prise en charge dans des structures	Nombre d'enfants handicapés bénéficiaires	2 220	2 220
	Pensionnaires des cours et centres de solidarité et autres personnes victimes d'exclusion sociale bénéficient d'une prise en charge psychosociale	Nombre de personnes hôtes bénéficiaires	1 200	500
	Malades indigents bénéficient d'une prise en charge sanitaire	Nombre de malades indigents bénéficiaires	168	77

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
051 « Pilotage et soutien des service »	Evaluation des performances des structures du Ministère est effective	Nombre de rapport d'évaluation disponible	1	0
	Données statistiques de l'année N-1 sont produites en année N	Délai de production des données statistiques	4 ^{ème} mois	8 ^{ème}
	Projets et programmes sont évalués.	Performance moyenne des projets et programmes	96%	0%
	Sessions du CASEM sont tenues	Nombre de sessions de CASEM tenues	2	1
	Missions commandées sont effectuées	Nombre de mission effectuées	4	0
23_ Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales				
058 « accès à l'éducation formelle »	Résultat 1 : Le lycée Philippe Zinda KABORE est réhabilité	Taux d'exécution de travaux de réhabilitation	75%	0
	Des salles de classe sont construites pour le désengorgement des écoles à larges effectifs et l'accroissement des capacités d'accueil au profit des élèves déplacés internes	Nombre de salles de classe réalisées	300	147
	Résultat 3 : Des subventions sont octroyées aux élèves déplacés internes chefs de ménage	Nombre d'élèves chefs de ménage bénéficiaires	500	1 630
	Résultat 4 : Les structures éducatives sont sensibilisées sur les questions du civisme (franchises scolaires, climat scolaire, la violence, la drogue et l'alcoolisme)	Nombre de structures éducatives bénéficiaires de la sensibilisation	300	285
	Résultat 5 : Une spécialité de l'EFTP est ouverte dans des établissements d'enseignement général	Nombre de nouvelles classes polyvalentes ouvertes	5	En cours
059 « qualité de l'éducation formelle »	Résultat 1 - Les professeurs titulaires des classes de 5 ^{ème} sont formés sur les nouveaux curricula	Nombre de professeurs formés	5 214	0

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Résultat 2 : Les élèves des classes d'application des nouveaux curricula au primaire (CP) disposent d'un manuel de mathématiques et d'un manuel de français	Nombre d'élèves disposant d'un manuel de mathématiques et d'un manuel de français	1 087 730	599 992 élèves disposent d'un manuel de mathématiques et d'un manuel de français
	Résultat 3 : Les nouveaux diplômés de l'EFTP se sont accrus	Proportion de nouveaux diplômés de l'EFTP	3%	0%
	Résultat 4 : Les apprenants étant passés par des centres à passerelles sont transférés dans les écoles primaires classiques	Nombre d'apprenants transférés dans les écoles primaires classiques	24 088	12 747
	Résultat 5 : Les curricula d'anglais de la classe de CE1 sont expérimentés	Nombre de curricula d'anglais de la classe de CE1 expérimentés	4	0
060 « accès et qualité de l'éducation non formelle »	Résultat 1 : Les effectifs des apprenants se sont accrus	Nombre d'apprenants	88 333	41437
	Résultat 2 : Le ratio manuel de lecture/apprenant est amélioré	Ratio manuel de lecture/apprenant	1	0,6
	Résultat 3 : L'effectif des PDI inscrits dans les structures d'ENF s'est accru	Nombre de PDI inscrits	2 000	2 288
	Résultat 4 : L'effectif des chargés d'ENF des circonscriptions d'éducation de base (CEB) formés en transcription et/ou en suivi des centres s'est accru	Nombre de chargés d'ENF des CEB formés	300	40
061 « pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle »	Résultats 1 : Toutes les structures de premier niveau du MENAPLN sont évaluées	Proportion de structures de premier niveau évaluées	100%	100%
	Résultats 2 : Les principaux documents de programmation annuelle (plan d'action, plan de trésorerie, plan de passation des marchés et programme d'activité) sont élaborés et validés	Nombre de documents de programmation annuelle élaborés et validés	4	15%

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Résultats 3 : L'inventaire annuel (réglementaire) du patrimoine non financier du MENAPLN est réalisé	Proportion de structures ayant fait l'objet d'inventaire	100%	15%
	Résultats 4 : Les archives de structures centrales du MENAPLN sont traitées	Le volume des archives traitées	1000m.l	140m.l
	Résultats 5 : Les cartes d'identité scolaires sont produites dans le cadre de l'opérationnalisation du fichier national des élèves au profit des élèves des régions du Centre - est et du plateau central	Proportion d'élèves disposant d'une carte scolaire	100%	23,76%
24_ Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation				
062: Enseignement supérieur	1. Bâtiment pédagogique R+3 de l'EPO construit	Bâtiment construit	1	0
	2. UFR/ST à l'UNZ construit	Nombre d'infrastructures construits	2	0
	3. ENO de Karpala fonctionnel et Siège de l'Université virtuelle du Burkina achevé	Nombre de bâtiments achevés	2	1
	4. Bâtiments pédagogiques démarrés à Kaya et Banfora	Nombre de bâtiments démarrés	2	2
	5. ENO de Koudougou et de Bobo-Dioulasso poursuivis	Nombre d'ENO poursuivis	2	0
063: Fourniture des services sociaux aux étudiants	1. Cités universitaires de 1000 lits chacune à l'université de Fada N'Gourma au centre universitaire de Dori construites	Nombre cités universitaires construites	2	0
	2. Rrestaurant et Cité universitaire construits à l'UNZ	Restaurant et Cité construits	2	0
	3. Plats servis dans les restaurants universitaires	Nombre de plats servis	13 000 000	8 426 672
	4. Bourses octroyées aux étudiant-	Nombre de bourses octroyées	8 100	6 749

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	e-s			
	5. Aide et prêts octroyés aux étudiant-e-s	Nombre d'aide et de prêts octroyées	80 000	57 315
064: Recherche scientifique et technologique	1. Des connaissances/ technologies pour améliorer les systèmes de production et de transformation générées	Nombre de méthodes, technologies, procédés et innovations générées par an	55	ND
		Nombre d'articles scientifiques produits par chercheurs et par an	0,8	0,34
	2. Bâtiments administratifs de l'IRSS Kaya et IRSAT Ouaga achevés	Nombre de bâtiments achevés	2	0
	3. Etudes réalisées dans le cadre des technopoles ERTIC et AGRO-A	Nombre d'études réalisées	4	1
	4. Travaux du technopole pharmaceutique démarrés	Taux de réalisation	12%	4,21%
	5. Ressources génétiques améliorées	Nombre de ressources génétiques améliorées	3	ND
065: Pilotage et soutien aux services du MESRSI	1.Schéma directeur des systèmes d'information du MESRI mis en œuvre	Schéma directeur	1	0
	2.Stratégie d'appui à l'enseignement et la recherche en situation d'urgence élaborée	Stratégie élaboré	1	1
	3.Banque intégrée et actualisée des projets et programmes du MESRI en collaboration avec la DGEP élaborée	Banque intégrée élaborée	1	1
	4.Carte universitaire de région élaborée	Carte universitaire élaborée	1	0
	5.Rapport général de l'étude prospective RI élaboré	Rapport général élaboré	1	0
066; Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	1.Plateformes d'innovation multi acteurs animées	Nombre de plateformes d'innovation animées	6	0
	2. Nouveaux Produits Locaux innovants promus	Nombre de produits valorisés	3	0
	3. Vitrites d'exposition de RRII dans les DR/ESRI construits	Nombre de vitrines d'exposition construites	2	1

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	4 Technologies, inventions et innovations mises en incubation	Nombre de TII mis en incubation	10	4
	5. Technologies, inventions et innovations promues	Nombre de résultats promus	15	10
25_ Ministère du développement de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et de petites et moyennes entreprises				
067; Industrie	Doter les 130 PME de personnes déplacées internes en équipement de production	Rapport de remise du matériel	130 PME sont dotées	100%
	Finaliser le plan d'action des recommandations du symposium national sur les abattoirs et aires d'abattoir	Disponibilité du document de plan d'action	Document de plan d'action	100%
	Réaliser l'étude technique de voirie et d'assainissement de la zone agro industrielle de Samendéni	Disponibilité du rapport final de validation de l'étude	Rapport d'étude	100%
	Réaliser l'étude de faisabilité pour la création d'un parc industriel dans la commune de Ziniaré	Disponibilité du rapport final de validation de l'étude	Rapport d'étude	100%
	Réaliser une étude technique pour l'implantation de lampadaires solaires sur le site de la zone industrielle du secteur 23 de la ville de Bobo-Dioulasso	Disponibilité du rapport final de validation de l'étude	Rapport d'étude	100%
068 « Commerce »	Résultat 1 : Prise de dispositions urgentes pour contenir la crise alimentaire et l'inflation	Nombre de commerçants contrôlés	14 842	6 344
		Nombre d'entreprises industrielles contrôlées sur la Réglementation en matière d'industrie et de commerce	400	201

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Résultat 2 : Organisation de la 5ème édition du Mois du Consommation Local (MCL5)	Rapport d'activité	Tenue effective de la 5ème édition du Mois du Consommation Local (MCL5)	-Disponibilité des documents préparatoires ; "-Tenue d'un atelier régional préparatoire avec la commission de l'UEMOA ; -Un projet d'arrêté de mise en place d'un comité national d'organisation a été proposé.
	Résultat 3 : promotion de la consommation des produits locaux	Rapport d'activité	65 milliards de FCFA enregistrés en termes de coût des achats des produits et services locaux dans la commande publique	40 786 911 457 FCFA Soit un taux de 62,74%
	Résultat 4 : 'élaboration du rapport annuel sur l'état de la concurrence et de la consommation	Disponibilité du rapport annuel	1	25%
	Résultat 5 : Un (01) texte sur la concurrence à savoir le règlement intérieur de la CNCC a été élaboré et soumis à l'adoption de l'Assemblée Plénière de la CNCC lors de la première session de la Commission	Nombre de textes sur la concurrence élaborés et adoptés	3	33,33%
	069 « Artisanat »	Résultat 1 : organisation de la 17ème édition du SIAO	Nombre de stands loués	L'édition du SIAO se tiendra au 4ème trimestre
			700 stands	
			Nombre d'exposants enregistrés	
			4 000 exposants	
			Nombre de prix décernés	25 pris
	Résultat 2 : l'identification et l'immatriculation des artisans au	Nombre d'artisans identifiés	27 000 artisans identifiés	34 964 artisans identifiés

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	registre des métiers			
		Nombre d'artisans immatriculés	8 000 artisans immatriculés	11 297 artisans immatriculés
	Résultat 3 : la poursuite de la mise en œuvre des activités du projet de renforcement des compétences techniques et entrepreneuriales des artisans burkinabè par la mise en place d'un Centre National d'Appui à la Transformation Artisanale du Coton (CNATAC)	Nombre de sessions de formations techniques organisé	10 sessions de formations techniques	Les sessions de formation sont prévues se déroulées au 4ème trimestre après les travaux de construction des infrastructures du centre qui abriteront ces formations
		Nombre de sessions de formations managériales organisé	5 sessions de formations managériales	
070: Secteur Privé	Résultat 1 : organisation des rencontres du CODESP	Nombre de rencontres organisées	3	2
	Résultat 2 : mise en œuvre du Plan stratégique pour l'amélioration du climat des affaires	Taux de mise en œuvre	50	
	Résultat 3 : amélioration de la gouvernance des sociétés d'Etat	Taux de fonctionnalité des instances	100	100
	Résultat 4 : poursuite des actions de labélisation des produits du terroir	Nombre de labels créés	1	0
071« Pilotage et soutien »	Résultat 5La performance globale du MICA est améliorée	Disponibilité du rapport annuel de performance globale du MICA	1	1
	La gestion des ressources humaines, matérielles et financières du ministère est optimisée	Nombre de rapports annuels de gestion des ressources humaines, matérielles et financières produit	3	0
	La visibilité des actions du département est améliorée	Nombre de rapports d'activités élaborés	1	0

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Le dispositif de suivi-évaluation est performant	Nombre de rapports périodiques de suivi de la mise en œuvre du Plan d'Actions Prioritaires du MICA	4	2
	Le système d'information et le développement institutionnel sont performants	Nombre de rapports d'activités élaborés	2	0
26_Ministère de l'énergie, des mines et carrières				
072 « Mines »	1. Collecter quatre mille (4 000) kilogrammes d'or	Rapport d'identification	quatre mille (4 000) kilogrammes d'or collectés	4043,011 kilogrammes d'or sont collectés
	2. Editer les cartes géologiques des feuillets Mogtédó, Gogo et Yakala à l'échelle 1/50 000	Cartes géologiques	Quatre (04) cartes géologiques des feuillets Mogtédó, Gogo et Yakala, à l'échelle 1/50.000 sont éditées	Cartes réalisées, notices explicatives en cours de rédaction
	3. Organiser des visites de conformité des dépôts de produits chimiques	Rapport de visite de conformité des dépôts	4 dépôts de produits chimiques sont visités	les visites de conformité de quatre (04) dépôts de produits chimiques ont été effectuées
	4. Liquidier les bulletins de taxes superficielles des autorisations et titres miniers pour tous les titres valides	Rapport d'émission de bulletins de taxes superficielles	417 bulletins de taxes superficielles des titres miniers pour tous les titres valides sont	trois cent quarante-deux (342) bulletins de taxes superficielles de 342 titres miniers valides sont liquidés

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
			liquidés	
	5. Organiser cinq (05) sessions de la Commission Nationale des Mines	Les comptes rendus des sessions de la CNM	5	4
073 « Energie »	1- Elaboration et prise de textes règlementaires dans le secteur de l'énergie	Nombre de textes règlementaires élaborés	11	8 Textes ont été élaborés
	2- Délivrance d'agréments de la profession d'entrepreneur de réseaux ou de centrales électriques.	Nombre d'agréments techniques octroyés		24 agréments de la profession d'entrepreneur de réseaux ou de centrales électriques sont délivrés
	3- Recensement des stations ne respectant pas les normes	Nombre de stations à régulariser	100%	Rapport en CM; Campagne de sensibilisation Proposition de mesures d'accompagnement
	4- Elaboration de la stratégie nationale d'électrification rurale (SNER)	SNER disponible	1	1
	5-Développement d'un programme électronucléaire	Nombre de documents signés dans le processus de développement	4	- Signature du mémorandum d'entente entre Rosatom et le MEMC sur la coopération dans le domaine de l'utilisation de

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
				l'énergie atomique à des fins pacifiques ;
				Mise en place d'un comité ; Signature d'une feuille de route entre Rosatom et le MEMC sur la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques ;
074 « Pilotage et soutien des services	1. Elaboration et validation du plan de communication du MEMC	Disponibilité du plan de communication du MEMC	1	1
	2. Suivre l'adoption de l'avant-projet de loi portant code minier du Burkina Faso	Disponibilité du code minier	1	1
	3. Contrôler/auditer la gestion des ressources humaines des structures	Rapport d'audit	1	Les ressources humaines de la DRO/SONABEL contrôlées
	4. Evaluer les performances 2023 des structures du MEMC	Rapport de performance	1	Un (01) rapport de performance 2023 des structures du MEMC est élaboré, validé et transmis à la primature

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	5. Organiser les sessions du CASEM	Rapport de synthèse	1	Le premier CASEM du MEMC a été organisé et les rapports transmis au Premier Ministre
138 « Carrières »	Résultat 1 : 1. les activités des carrières en exploitation sont suivies et contrôlées	Nombre de carrières suivi et contrôlé	100	74
	Résultat 2 : l'inventaire des pierres ornementales est réalisé	Un rapport d'inventaire	25	Termes de références élaborés et en attente de validation
	Résultat 3 : l'atelier d'échanges sur l'exploitation des substances de carrières est tenu	Nombre d'atelier	2	Termes de références élaborés, validés et mission en cours de réalisation
	Résultat 4 : les sorties de sensibilisation des exploitants artisanaux de substances sont réalisés	Nombre de sorties	2	Termes de références élaborés, validés et mission en cours de réalisation
	Résultat 5 : le répertoire de carrières abandonnées pour réhabilitation est produit	Rapport	1	Termes de références élaborés, validés et mission en cours de réalisation

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
27_Ministère de l'agriculture des ressources animales et halieutiques				
075 « Aménagements hydro-agricoles et irrigation »	1. Nouveaux bas-fonds aménagés	Superficie de nouveaux bas-fonds aménagés (ha)	4 451	12 491
	2. Nouveaux de périmètres irrigués aménagés	Superficie de nouveaux aménagements de périmètres irrigués réalisées (ha)	2 307	2 632
	3. Motopompes acquis au profit des producteurs	Nombre de motopompes acquis au profit des producteurs	666	710
	4. Tubes PVC d'irrigation acquis au profit des producteurs	Nombre de tubes PVC d'irrigation acquis au profit des producteurs	28 250	29 969
	5. Labours	Superficies labourées (ha)	32 971	32 971
076 « Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles »	1. Céréales acquise au profit du SNS	Quantité de céréales acquises pour le SNS (tonnes)	50 000	30 397
	2. Céréales acquise au profit du SI	Quantité de céréales acquise pour le SI (tonnes)	25 000	5 745
	3. Session d'AG-CNSA tenue	Nombre de session d'AG-CNSA tenue	1	-
	4. PRSPV élaboré et évalué	Nombre de plan de réponse et de soutien au populations vulnérables élaborés et actualisés	1	1
077 « Economie agricole »	1. Des superficie sont couvertes par l'assurance agricole	Superficie sous assurance agricoles subventionnées (hectare)	40 000	16 000
	2. Des magasins de stockage sont construits	Nombre de magasins de stockage construits	228	85
	3. appui à la mise en place d'unités de transformation	Nombre d'unités de transformation équipés	6	6

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	4. Le fonds de développement agricoles est abondé	Montant de l'abondement (FCFA)	275 000 000	4 020 000 000
	5. Construction d'infrastructures de mise en marché	Nombre de comptoirs d'achats construits	14	13
078 « Développement durable des productions agricoles »	1. Des engrais minéraux de qualité sont mis à la disposition des producteurs	Quantité (Tonne) d'engrais minéraux mis à la disposition des producteurs	63 140	60 000
	2. Des semences de variétés améliorées sont mises à la disposition des producteurs	Quantité (Tonne) de semences améliorées mise à la disposition des producteurs	13 143	7 182
	3. Des matériels agricoles motorisés sont mis à la disposition des producteurs	Nombre d'unités de matériels agricoles motorisés mises à la disposition des producteurs	691	8 922
	4. Des outils de vulgarisation sont mis en place	Nombre d'outils de vulgarisation mis en place	4 292	1 024
	5. Des produits phytosanitaire sont mis à la disposition des producteurs pour la lutte contre les nuisibles	Quantité (Litre) de produits phytosanitaires mis à la disposition des producteurs	13 335	4 075
079 « Sécurisation foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural »	1.les aménagements hydroagricoles sont sécurisées	Superficie d'aménagements hydro-agricoles sécurisées	3139	103
	2.Les structures locales de gestion foncières sont mises en places	Nombre de CFV/CCFV mis en place	306	215
	3.Les jeunes formés dans les CPR mettent en œuvre leurs projets d'installation	Nombre de jeunes formés/installés	600	-
	4.Les superficies agricoles sont sécurisées	Nombre d'actes fonciers (APFR) délivrés	2000	20
080 « Pilotage et soutien »	1. L'enquête permanente agricole (EPA) est réalisée	Nombre d'enquête permanente agricole (EPA) réalisés	1	-

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	2. Le Recensement général de l'agriculture (RGA) est réalisé	Nombre de recensement général de l'agriculture (RGA) réalisé	1	1
	3. les contenus pédagogiques pertinents des secteurs « Production agro-sylvo-pastorale » sont produits et traduits dans des langues nationales	Nombre de contenus pédagogiques des secteurs ASP produits et traduits	30	-
	4. la plateforme Agrivoucher est mis à niveau	Nombre de plateforme mis à jour	1	1
	5. Des projets et programmes prioritaires sont formulés	Nombre de projets et programmes prioritaires formulés	2	2
081 « Sécurisation et gestion durable des Ressources pastorales »	1. Des espaces pastoraux sont aménagés	Superficie d'espaces pastoraux aménagés (ha)	26 000	-
	2. Restaurer des espaces pastoraux	Superficies d'espaces pastoraux restaurés	64 000	1 620
	3. Des forages pastoraux sont réalisés	Nombre de forages pastoraux réalisés	156	81
	4. Réaliser des parcs de vaccination	Nombre de parcs de vaccination réalisés	40	18
	5. le Bilan fourrager est réalisé	Nombre de bilan fourrager établi	1	1
082 « Projet Sécurité alimentaire du bétail »	1. Viande est produite	quantité de viande produite (Tonne)	65 000	73 767
	2. le miel est produit	quantité de miel produite (tonne)	600	68
	3. les semences fourragères certifiées sont mises à la disposition des producteurs	quantité de semences fourragères certifiées mise à la disposition des producteurs (tonne)	300	206
	4. Reconstitution du cheptel	Nombre de kit de noyaux reproducteurs de petits	2 000	500

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
		ruminants mis à la disposition des producteurs		
	5. Les aliments bétail sont mis à la disposition des producteurs	la quantité d'aliments mis à la disposition des producteurs	8 800	2 585
083 « Santé animale et santé publique vétérinaire »	1.Les bovins sont vaccinés contre la PPCB	Nombre de bovin vacciné contre la PPCB	3 959 265	448 092
	2.La volaille est vaccinée contre la MNC	Nombre de volaille vacciné contre la MNC	27 861 445	7 600 534
	3. Les certificats de salubrité sont délivrés	Nombre de certificats de salubrité délivrés	13 000	1 016
	4.Les petits ruminants sont vaccinés contre la PPR	Nombre de petits ruminants vaccinés contre la PPR	5 543 259	264 568
	5.Les foyers de grippe aviaire sont contrôlés	Proportion de foyers de grippe aviaire contrôlé	100%	100%
084 « Développement des productions halieutiques et aquacoles »	1. Production d'alevins	Nombre d'unités d'alevins	50 000 000	28 500 000
	2.Production halieutique	Quantités (tonnes) de produits halieutiques capturés et/ou produits	57 000	252
	3.cages flottantes mis en place dans les plans d'eau	Nombre de cages flottantes mis en place dans les plans d'eau	575	400
	4.Plans d'eau empoissonnés	Nombre de plans d'eau empoissonnés	25	5
	5. Le nombre de pêcheries ayant un dispositif de gestion durable fonctionnel	Nombre de pêcheries	12	10
30_ Ministère des Infrastructures et du Désenclavement				
091: Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	7933 km de route du réseau routier classe bénéficient d'un entretien courant	1. Linéaire de route du réseau routier classe qui a fait l'objet d'entretien courant	7933 km	5 900 km
	293 km de route du réseau de pistes rurales bénéficient d'un entretien courant	1. Linéaire de route du réseau de pistes rurales qui a fait l'objet d'entretien courant	293 km	950 km

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	265 km de route en terre bénéficient d'un entretien périodique	2. Linéaire de route en terre qui a fait l'objet d'entretien courant	265 km	0
092: Développement du réseau routier classé de la voirie urbaine, des Infrastructures Ferroviaires, Aéroportuaires, Maritimes et Cartographiques	311,50 km de routes sont bitumes	1. Linéaire de routes bitumées	311,50 km	0 km
	120 km de routes sont renforcés et/ou réhabilités	2. Linéaire de routes bitumées renforcées et/ou réhabilitées	120 km	30 km
093: Développement du réseau de pistes rurales	731 km de pistes rurales sont aménagées	1. Linéaire de pistes rurales aménagées	731 km	453,83
094 : Pilotage et soutien	les activités de la lettre de soumission sont mises en œuvre	1. Niveau de mise en œuvre de la lettre de mission assignée au ministère	100%	45.83%
	l'ensemble des activités du Ministère ont reçues une couverture médiatique	2. Taux de couverture médiatique des activités	100%	45%
31_Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques				
095: « DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES »	1.le Network Operations Center (NOC de Ouaga) est Construit	Taux d'exécution des travaux de construction du bâtiment du réseau Backbone national (Network Operations Center, NOC)	100%	0%
	2. des bâtiments administratifs sont interconnectés	Nombre de bâtiments interconnectés au RESINA	100	18
	3. L'expertise sur l'élaboration de projet IMT 2020(5G, IOT) est développée	Nombre de sectoriels appuyés pour l'élaboration de leurs feuilles de route	1	0
	4. le suivi de la mise en œuvre de la DSP est assuré	Nombre de rapports de suivi de la mise en œuvre de la délégation de service	2	0

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
		public		
	5. Un mini data center est construit	Disponibilité d'un mini datacenter	1	0
096« APPUI AU SOUS-SECTEUR POSTAL »	1. les organes du plan d'adressage sont fonctionnels	Nombre d'organes du plan d'adressage fonctionnels	2	0
	2. les ateliers régionaux de concertation sur l'adressage sont organisés	Nombre d'ateliers régionaux de concertation sur l'adressage organisés	13	0
	3. la plaquette statistique postale est disponible	Disponibilité de la plaquette statistique postale	1	0
097 « PILOTAGE ET SOUTIEN »	1. le rapport de performance des structures est disponible	Disponibilité du rapport de performance des structures	1	1
	2. Le budget du ministère est exécuté à 100%	Taux d'exécution du budget du Ministère	100%	43,05%
	3. Le plan de passation des marchés est exécuté à 100%	Taux d'exécution du plan de passation des marchés	100%	67%
	4. L'annuaire statistique 2023 est disponible	Disponibilité de l'annuaire statistique 2023	1	1
	5. Deux (02) plateformes numériques sont réalisées	Nombre de plateformes numériques développés	2	0
136 « Transformation et Ecosystème Numérique »	1. 100 procédures de l'administration sont dématérialisées	Nombre de procédures administratives dématérialisées	70	0
	2. Déployer les plateformes intégrées (CIM, SIGED) dans les ministères et institutions	Nombre de structures dans lesquelles les plateformes (CIM & SIGED) sont déployées	40	22
	3. un système d'exploitation libre adapté pour l'administration est mis en exploitation	Disponibilité d'un système d'exploitation libre adapté pour l'administration mis en exploitation	1	1
	4. le socle interministériel des	Nombre de logiciels libres	400	0

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	logiciels libres est mis à jour	mis à jour		
	5. la semaine du numérique est organisé	Rang de l'édition de la SN organisée	19 ^{ème}	-
32_ Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière				
098: Transports et météorologie	Des titres de transports modernes et sécurisés sont délivrés	Nombre de titres de transports délivrés	984 467	256 168
	L' emprise de la voie ferrée Burkina – Ghana est libéré	Linéaire d'emprise libéré	215 km	-
	Les travaux de construction des 10 ouvrages de la Société d'économie mixte (SEM) sont réalisés	Taux de réalisation	50%	0%
	Les travaux sous maîtrise d'ouvrage publique sont réalisés	Taux de réalisation	90%	88%
	Le parc de véhicule poids à travers le mécanisme de casse est renouvelé	Nombre de véhicules renouvelés	125	0
099: Mobilité et sécurité routière	Un parc opérationnel de bus est disponible	Nombre de bus acquis et mis en circulation	118	0
	Des études pour la mise en œuvre d'un observatoire des transports urbains sont réalisées	Disponibilité de l'étude	1	0
	Des sorties de contrôle des comportements à risque d'accidents sont réalisées	Nombre de sorties de contrôle réalisées	1200	469
	Des radars de dernière génération sont acquis	Nombre de radars acquis	4	0
	Le contrôle à la charge à l'essieux des véhicules poids lourds de transport de marchandises est réalisé	Nombre de véhicules contrôlés	225 000	134 570
100: Pilotage et soutien des services du MTMUSR	Le rapport global de performance 2023 du ministère est élaboré	Disponibilité du rapport de performance	1	1
	Les documents de programmation et d'exécution budgétaire sont élaborés	Nombre de documents élaborés	5	2

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Les documents de planification et de suivi-évaluation des actions du ministère sont élaborés	Nombre de documents élaborés	12	6
	L'annuaire et le tableau de bord statistique 2023 du secteur des transports sont produits	Nombre de documents produits	2	0
	les cadres de dialogue du secteur ministériel sont tenus	Nombre de cadres tenues	2	1
38_Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat				
105 : Urbanisme et Topographie	Les SDAU de 04 communes urbaines sont finalisés.	Nombre de SDAU finalisés	4	98%
	20 localités sont géoréférencées	Nombre de localités géoréférencées	20	18 (90%)
	100 aménagements sont contrôlés	Nombre d'aménagements contrôlés	100	98%
106 : Architecture et construction	Des dispositifs d'encadrement des règles de constructions sont élaborés	Nombre de dispositif d'encadrement des règles de constructions	4	01 soit 25%
	Des édifices publics intégrant l'identité culturelle et la performance énergétique sont conçus	Nombre de conceptions édifices publics intégrant l'identité culturelle et la performance énergétique	30	20 soit 67%
	Des MOD publiques et privés en bâtiments sont supervisés	Nombre de MOD publiques et privés en bâtiment sont supervisés	70	66 soit 94%
	Des opérations de contrôles de constructions sont menées	Nombre de constructions contrôlées	4 500	3 150 soit 70%
107 : Accès au logement décent	le nouveau programme de construction de logement est élaboré	Disponibilité du nouveau programme	1	100%
	Des sites de construction de logements décents sont viabilisés	- Nombre de kilomètres de voies en terre réalisés	- 16 km	15,62%
		- Nombre de sites raccordés aux réseaux de l'ONEA et de la	- 2 sites	- travaux en cours d'exécution

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
		SONABEL		
	Des logements décents sont construits	Nombre de logements décents construits	2000	35%
108 : Pilotage et soutien aux services du MUAFH	Le code de l'urbanisme est adopté	Disponibilité du code de l'urbanisme	1	70%
	Le Fonds National pour les Aménagements Urbains et le Logement (FONAU) est opérationnel	Niveau d'opérationnalisation du Fonds	50%	95%
	Les structures du ministère sont équipées	Niveau d'équipement des structures	52%	0%
	5 directions régionales sont auditées/contrôlées	Nombre de directions régionales auditées/contrôlées	5	40%
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement				
086 : Gestion durable des ressources forestières et fauniques	Bois de chauffe produits	Quantité de bois produite en stère	300 000	147 028,75
	Populations sensibilisées sur les bonnes pratiques de gestion durable des terres	Nombre de personnes sensibilisées en bonnes pratiques de gestion durable des terres	50 000	13 273
	Forêts classées de l'Etat immatriculées	Nombre d'aires classées immatriculées	5	TDR élaboré
	Semences de qualité produites	Quantité de semences forestières améliorées diffusées (Kg)	8000	2642.82 kg
	Forêts classées de l'Etat apurées	Nombre de forêts classées apurées	4	03 TDRs élaborés
087 : Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	Antennes régionales de l'ANEVE mise en place	Nombre d'antennes régionales de l'ANEVE mise en place	1	1 (il s'agit de l'antenne de bobo)
	Plantations d'alignements réalisées	Linéaire de plantations d'alignements réalisées	150 Km	Tdrs élaboré, les éléments de maturité ont été transmis

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Cellule environnementale et club écologique créées	Nombre Cellule environnementale et club écologique créées	22	9 club est mis en place
	Produits chimiques importés sous avis technique	Quantité de produits chimiques importée sous avis technique	400 000 Tonnes	35 012 tonnes de produits chimiques importés
	Schéma simplifié de gestion de déchets solides élaborés	Nombre Schéma simplifié de gestion de déchets solides élaborés	1	0
088 : Gouvernance environnementale et développement durable	PCD et PRD intégrant les thématiques E/DD	Nombre de PCD et de PRD intégrant les thématiques E/DD	10	5 communes accompagnées pour la prise en compte des thématiques émergentes dans leurs PCD
	Indicateurs mis à jour à la périodicité attendu	Nombre d'indicateurs mis à jour à la périodicité attendu	190	95%
	Documents de projets et programmes finalisés	Nombre annuel de documents de projets finalisés	2	2 projets en cours de finalisation
	Entités nationales accréditées	Nombre d'institutions étatiques et non étatiques accompagnées	2	FIE et Coris Bank en cours d'accréditation
	Système Mesure-Rapportage-Vérification (MRV) opérationnel	Nombre de système MRV fonctionnel	1	1
089 : Economie verte et changement climatique	Le système national de surveillance des forêts (SNSF) opérationnalisé	SNSF opérationnel	1	1
	Des entreprises de production et de transformation des PFNL créés	Nombre d'entreprise PFNL crée	300	1 215 entreprises créées
	La Stratégie nationale REDD+ adoptée	Document adopté	1	1

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
	Des unités de transformation de PFNL mises en place	Nombre d'unités de transformation de PFNL mises en place	5	2
	Des villages en transformation en éco villages	Nombre de villages en transformation en éco villages	71	Description technique des équipements à acquérir et transmission pour les appels d'offres
.109 : Aménagements hydrauliques	Nouveaux barrages réalisés	Nombre de barrages réalisés	2	Les travaux du barrage de Dawelgué sont achevés ; Les travaux du barrage de Tougouya Koko sont exécutés à 57,69%
	Barrages réhabilités	Nombre de barrages réhabilités	3	Le niveau d'exécution des travaux par site est : '- Lelexé : 60,92% ;E501 '- Zoungou : 94,75% ; '- Boussouma : 60,05%.
	Travaux de confortation de barrages réalisés	Nombre de barrages confortés	2	Le niveau d'exécution des travaux par site est : - Kologojjéssé : 74,20% '- Toécé : 100% ;

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
				- Danaogo : 14%. (Non adhésion des populations)
	Barrages entretenus	Nombre de barrages ayant bénéficié d'entretien courant	30	0
	Comité d'usagers de l'eau (CUE) mis en place	Nombre de CUE mis en place	25	0
110 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau	Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) des Agences de l'Eau du Gourma et du Liptako adoptés	Nombre de SDAGE adoptés	2	En cours d'élaboration
	Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) de l'agence de l'eau du Nakanbé élaboré	Nombre de PPI élaboré	1	1
	CFE recouvré (Base prévision)	Montant recouvré (FCFA)	4 milliards	1 709 569 308
	Comités Locaux de l'Eau (CLE) fonctionnels	Nombre de Comités Locaux de l'Eau (CLE) fonctionnels	59	56
	Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) du bassin du Mouhoun élaboré	Nombre de SAGE élaboré	1	En cours d'élaboration
111 : Approvisionnement en eau potable	Forages équipés de pompes à motricité Humaines réalisés	Nombre de forages équipés de pompes à motricité Humaines réalisés	1 608	297
	Adduction d'Eau Potable Simplifié (AEPS) réalisés	Nombre d'AEPS réalisées	178	24
	Bornes fontaines réalisés en milieu urbain	Nombre bornes fontaines réalisées	191	77
	Branchements particuliers réalisés en milieu urbain	Nombre de branchements particuliers réalisés	42 208	9 051

Programme (code et intitulé)	Résultats majeurs	Indicateurs d'extrants	Cible prévisionnelle	Réalisation
112 : Assainissement des eaux usées et excréta	Des villages sont certifiés FDAL	Nombre de villages Certifié	50	-
	Des latrines familiales réalisées et réhabilitées	Nombre de latrines familiales réalisées et réhabilitées	34 000	10 991
	Des latrines institutionnelles et publiques réalisées et réhabilitées	Nombre de latrines institutionnelles et publiques réalisées et réhabilitées	950	302
	Des stations de traitement des boues de vidange réalisées	Nombre de stations de traitement des boues de vidanges réalisées	2	Les 2 STBV sont en cours de construction à Dano et à Ouahigouya avec des taux de réalisation des travaux respectifs de 75% et de 25,3%.
	Des extensions du réseau d'assainissement collectif (égout) réalisées	Nombre de Km de réseau construits	5	-
113 : Pilotage et soutien	Cadres de concertation du ministère tenus (2 CSD, 2 CASEM)	Nombre de cadre de concertation tenus dans les délais	4	2
	Informations statistiques disponibles (tableau de bord et annuaire statistique)	Nombre de publications statistiques	2	0
	Avant-projet du budget programme du MEEA et ses outils (10 PAP, 10 RAP, DPBEP, BP, revue à mi-parcours des dépenses du MEEA) élaborés	Existence de l'avant-projet du budget programme du MEEA et ses outils (PAP, RAP, ...)	23	13
	Performances des structures du ministère évaluées	Existence du rapport d'évaluation des performances des structures du ministère	1	1

ANNEXE 6 : SITUATION D'EXÉCUTION DES CRÉDITS DÉLÉGUÉ PAR SECTION, PROGRAMME ET NATURE AU 31 JUILLET 2024 (en milliers de FCFA)

Catégorie	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant	Taux		Montant eng Visé	Taux		Montant eng Visé	Taux	Montant	Taux
		eng Visé								Liq	
	1 615 075	1 217 509	75,38	1 424 078	1 046 419	73,48	1 455 726	1 146 027	78,73	797 225	69,56
	1 045 100	727 989	69,66	845 853	567 682	67,11	877 751	660 546	75,25	393 350	59,55
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	1 045 100	727 989	69,66	845 853	567 682	67,11	877 751	660 546	75,25	393 350	59,55
5 Investissements exécutés par l'Etat			0		0	0			0		0
	569 975	489 520	85,88	578 225	478 737	82,79	577 975	485 482	84	403 875	83,19
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	569 975	489 520	85,88	578 225	478 737	82,79	577 975	485 482	84	403 875	83,19
	946 922	692 555	73,14	933 915	685 570	73,41	1 096 165	765 706	69,85	546 245	71,34
	382 815	195 471	51,06	380 005	214 083	56,34	493 497	247 188	50,09	132 411	53,57
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	382 815	195 471	51,06	380 005	214 083	56,34	493 497	247 188	50,09	132 411	53,57
	509 707	460 320	90,31	499 510	438 763	87,84	545 290	479 668	87,97	389 736	81,25
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	509 707	460 320	90,31	499 510	438 763	87,84	545 290	479 668	87,97	389 736	81,25
	37 112	26 811	72,24	37 112	23 481	63,27	35 664	27 163	76,16	17 050	62,77
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	37 112	26 811	72,24	37 112	23 481	63,27	35 664	27 163	76,16	17 050	62,77
4 Dépenses de transferts courants			0			0	0	0	0	0	0
	17 288	9 953	57,57			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	17 288	9 953	57,57			0			0		0
			0	17 288	9 243	53,46	21 714	11 686	53,82	7 049	60,32
3 Dépenses d'acquisition de biens et services			0	17 288	9 243	53,46	21 714	11 686	53,82	7 049	60,32
4 Dépenses de transferts courants			0			0	0	0	0	0	0
	686 234	568 408	82,83	775 650	640 143	82,53	764 377	605 038	79,15	438 695	72,51
	257 884	234 095	90,78	223 458	208 884	93,48	236 502	218 495	92,39	203 861	93,3
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	257 884	234 095	90,78	223 458	208 884	93,48	236 502	218 495	92,39	203 861	93,3
	428 350	334 313	78,05	552 192	431 259	78,1	527 875	386 543	73,23	234 834	60,75
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	428 350	334 313	78,05	552 192	431 259	78,1	527 875	386 543	73,23	234 834	60,75
	210 210	161 865	77	210 210	142 931	67,99	244 787	139 731	57,08	88 522	63,35
	86 760	65 394	75,37	86 760	57 993	66,84	102 760	53 315	51,88	34 202	64,15
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	86 760	65 394	75,37	86 760	57 993	66,84	102 760	53 315	51,88	34 202	64,15
	123 450	96 470	78,15	123 450	84 937	68,8	142 027	86 417	60,85	54 320	62,86

Catégorie	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant	Taux		Montant eng Visé	Taux		Montant eng Visé	Taux	Montant	Taux
		eng Visé								Liq	
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	123 450	96 470	78,15	123 450	84 937	68,8	142 027	86 417	60,85	54 320	62,86
	290 900	165 681	56,95	283 500	203 231	71,69	278 226	209 687	75,37	166 615	79,46
	65 800	42 838	65,1	58 000	40 005	68,97	54 470	37 712	69,23	28 154	74,66
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	54 800	34 838	63,57	58 000	40 005	68,97	54 470	37 712	69,23	28 154	74,66
4 Dépenses de transferts courants	11 000	8 000	72,73			0			0		0
	52 600	33 028	62,79	58 000	37 899	65,34	55 056	36 083	65,54	25 779	71,44
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	41 600	25 128	60,4	58 000	37 899	65,34	55 056	36 083	65,54	25 779	71,44
4 Dépenses de transferts courants	11 000	7 900	71,82			0			0		0
	159 500	79 866	50,07	154 500	114 802	74,31	136 700	111 693	81,71	92 582	82,89
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	159 500	79 866	50,07	154 500	114 802	74,31	136 700	111 693	81,71	92 582	82,89
	13 000	9 950	76,54	13 000	10 525	80,96	32 000	24 200	75,63	20 100	83,06
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	2 000	1 450	72,5	13 000	10 525	80,96	32 000	24 200	75,63	20 100	83,06
4 Dépenses de transferts courants	11 000	8 500	77,27			0			0		0
	141 853	0	0			0			0		0
	62 787	0	0			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	62 787	0	0			0			0		0
	79 066	0	0			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	74 066	0	0			0			0		0
5 Investissements exécutés par l'Etat	5 000	0	0			0			0		0
	274 820	150 709	54,84	270 502	116 283	42,99	269 570	145 015	53,79	64 463	44,45
	97 003	58 962	60,78	96 304	44 751	46,47	31 870	20 372	63,92	6 000	29,45
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	97 003	58 962	60,78	96 304	44 751	46,47	31 870	20 372	63,92	6 000	29,45
	67 147	40 570	60,42	63 147	30 269	47,93	127 130	60 258	47,4	26 138	43,38
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	67 147	40 570	60,42	63 147	30 269	47,93	127 130	60 258	47,4	26 138	43,38
	110 670	51 177	46,24			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	110 670	51 177	46,24			0			0		0
			0	49 619	18 269	36,82	47 472	28 154	59,31	14 247	50,6
3 Dépenses d'acquisition de biens et services			0	49 619	18 269	36,82	47 472	28 154	59,31	14 247	50,6
			0	29 529	10 962	37,12	31 912	18 540	58,1	9 722	52,44

Catégorie	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant eng Visé	Taux		Montant eng Visé	Taux		Montant eng Visé	Taux	Montant	Taux
										Liq	Liq
3 Dépenses d'acquisition de biens et services			0	29 529	10 962	37,12	31 912	18 540	58,1	9 722	52,44
			0	31 903	12 032	37,71	31 186	17 690	56,73	8 357	47,24
3 Dépenses d'acquisition de biens et services			0	31 903	12 032	37,71	31 186	17 690	56,73	8 357	47,24
	9 643 202	3 279 152	34	4 280 619	1 933 547	45,17	4 287 651	2 219 791	51,77	733 756	33,06
	4 735 778	1 192 699	25,18	761 037	358 804	47,15	889 662	509 661	57,29	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat	4 735 778	1 192 699	25,18	761 037	358 804	47,15	889 662	509 661	57,29	0	0
	4 376 550	1 799 039	41,11	3 170 058	1 443 141	45,52	3 021 396	1 514 364	50,12	666 824	44,03
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	4 166 550	1 721 121	41,31	3 104 066	1 420 953	45,78	2 857 448	1 366 442	47,82	544 355	39,84
5 Investissements exécutés par l'Etat	210 000	77 918	37,1	65 992	22 188	33,62	163 948	147 921	90,22	122 469	82,79
	530 874	287 415	54,14	349 524	131 602	37,65	376 593	195 767	51,98	66 932	34,19
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	491 874	272 418	55,38	344 524	130 102	37,76	364 621	185 290	50,82	60 955	32,9
5 Investissements exécutés par l'Etat	39 000	14 997	38,45	5 000	1 500	30	11 972	10 477	87,51	5 977	57,05
	167 444	73 876	44,12	299 320	10 362	3,46	284 282	154 331	54,29	67 816	43,94
	25 680	21 005	81,79	88 467	0	0	83 815	45 495	54,28	21 455	47,16
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	25 680	21 005	81,79	88 467	0	0	83 815	45 495	54,28	21 455	47,16
	36 576	29 530	80,74	103 900	2 670	2,57	99 760	54 203	54,33	22 746	41,96
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	31 576	24 530	77,69	103 900	2 670	2,57	99 760	54 203	54,33	22 746	41,96
5 Investissements exécutés par l'Etat	5 000	5 000	100			0			0		0
	105 188	23 341	22,19	106 953	7 692	7,19	100 707	54 633	54,25	23 615	43,23
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	105 188	23 341	22,19	106 953	7 692	7,19	100 707	54 633	54,25	23 615	43,23
	38 964 668	29 346 955	75,32	37 369 774	27 700 719	74,13	42 342 380	33 657 700	79,49	31 145 040	92,53
	9 117 594	4 334 072	47,54	5 405 007	4 669 637	86,39	8 566 564	5 235 184	61,11	5 046 476	96,4
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	772 560	653 240	84,56	613 950	536 350	87,36	1 449 444	1 240 226	85,57	1 187 246	95,73
4 Dépenses de transferts courants	4 655 800	3 680 832	79,06	4 791 057	4 133 287	86,27	6 921 255	3 941 319	56,95	3 834 022	97,28
5 Investissements exécutés par l'Etat	3 689 234		0			0	195 866	53 639	27,39	25 207	46,99
	28 924 877	24 601 027	85,05	30 504 995	22 383 998	73,38	32 026 859	27 417 167	85,61	25 565 491	93,25
2 Dépenses de personnel			0		0	0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	26 053 558	22 475 809	86,27	25 812 096	20 671 337	80,08	28 505 953	25 681 594	90,09	24 481 989	95,33
4 Dépenses de transferts courants	2 801 924	2 115 222	75,49	3 402 670	1 176 982	34,59	2 080 747	1 024 567	49,24	833 327	81,33

Catégorie	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant eng Visé	Taux		Montant eng Visé	Taux		Montant eng Visé	Taux	Montant	Taux
										Liq	Liq
5 Investissements exécutés par l'Etat	69 395	9 995	14,4	1 290 229	535 679	41,52	1 440 159	711 006	49,37	250 175	35,19
			0			0	341 579	287 595	84,2	287 595	100
3 Dépenses d'acquisition de biens et services			0			0	341 579	287 595	84,2	287 595	100
	922 197	411 856	44,66	1 459 772	647 083	44,33	1 407 377	717 754	51	245 478	34,2
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	646 792	382 624	59,16	699 599	370 674	52,98	702 462	344 947	49,11	191 055	55,39
4 Dépenses de transferts courants	61 000	17 987	29,49	169 842	81 336	47,89			0		0
5 Investissements exécutés par l'Etat	214 405	11 245	5,24	590 332	195 074	33,04	704 915	372 807	52,89	54 423	14,6
	57 295	35 387	61,76	104 450	39 235	37,56	108 435	73 623	67,9	61 348	83,33
	57 295	35 387	61,76			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	57 295	35 387	61,76			0			0		0
			0	104 450	39 235	37,56	108 435	73 623	67,9	61 348	83,33
3 Dépenses d'acquisition de biens et services			0	104 450	39 235	37,56	108 435	73 623	67,9	61 348	83,33
	1 134 182	1 079 819	95,21	117 334	53 550	45,64	95 285	46 276	48,57	38 772	83,78
	683 518	665 761	97,4	47 191	0	0			0		0
5 Investissements exécutés par l'Etat	683 518	665 761	97,4	47 191	0	0			0		0
	375 567	357 682	95,24			0	14 948	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat	375 567	357 682	95,24			0	14 948	0	0	0	0
	75 097	56 376	75,07	70 143	53 550	76,34	80 337	46 276	57,6	38 772	83,78
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	75 097	56 376	75,07	70 143	53 550	76,34	80 337	46 276	57,6	38 772	83,78
	48 268	48 268	100			0	191 250	0	0	0	0
	48 268	48 268	100			0	71 250	0	0	0	0
4 Dépenses de transferts courants	48 268	48 268	100			0	71 250	0	0	0	0
			0			0	48 750	0	0	0	0
4 Dépenses de transferts courants			0			0	48 750	0	0	0	0
			0			0	71 250	0	0	0	0
4 Dépenses de transferts courants			0			0	71 250	0	0	0	0
	561 097	378 092	67,38	477 102	359 906	75,44	442 619	290 919	65,73	171 569	58,97
	397 359	262 126	65,97	477 102	359 906	75,44	442 619	290 919	65,73	171 569	58,97
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	329 159	227 941	69,25	411 531	325 505	79,1	337 900	239 480	70,87	144 399	60,3

Catégorie	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant	Taux		Montant eng Visé	Taux		Montant eng Visé	Taux	Montant	Taux
		eng Visé								Liq	Liq
5 Investissements exécutés par l'Etat	68 200	34 185	50,12	65 571	34 401	52,46	104 719	51 439	49,12	27 170	52,82
	56 514	40 793	72,18			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	56 514	40 793	72,18			0			0		0
	51 710	35 792	69,22			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	51 710	35 792	69,22			0			0		0
	55 514	39 381	70,94			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	55 514	39 381	70,94			0			0		0
	93 281	55 965	60			0			0		0
	51 977	40 097	77,14			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	51 977	40 097	77,14			0			0		0
	4 496	4 496	100			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	4 496	4 496	100			0			0		0
	10 955	1 000	9,13			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	10 955	1 000	9,13			0			0		0
	25 853	10 372	40,12			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	25 853	10 372	40,12			0			0		0
	302 142	219 960	72,8	301 892	198 015	65,59	304 170	148 066	48,68	41 167	27,8
	302 142	219 960	72,8	301 892	198 015	65,59	304 170	148 066	48,68	41 167	27,8
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	299 442	217 262	72,56	300 892	197 017	65,48	302 588	146 495	48,41	41 167	28,1
5 Investissements exécutés par l'Etat	2 700	2 699	99,96	1 000	998	99,75	1 583	1 572	99,32	0	0
	66 800	35 601	53,3	120 000	81 792	68,16	133 000	80 595	60,6	39 060	48,47
	48 500	26 703	55,06	48 000	37 096	77,28	48 000	32 118	66,91	14 416	44,88
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	48 500	26 703	55,06	48 000	37 096	77,28	48 000	32 118	66,91	14 416	44,88
	18 300	8 899	48,63	48 000	32 695	68,12	48 000	24 976	52,03	6 644	26,6
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	18 300	8 899	48,63	48 000	32 695	68,12	48 000	24 976	52,03	6 644	26,6
			0	24 000	12 000	50	37 000	23 500	63,51	18 000	76,6
3 Dépenses d'acquisition de biens et services			0	24 000	12 000	50	37 000	23 500	63,51	18 000	76,6
	130 000	105 318	81,01	161 500	135 002	83,59	182 766	127 099	69,54	89 368	70,31
	64 875	54 682	84,29	105 835	88 885	83,98	78 184	59 474	76,07	42 509	71,47

Catégorie	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant	Taux		Montant eng Visé	Taux		Montant eng Visé	Taux	Montant	Taux
		eng Visé								Liq	
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	64 875	54 682	84,29	105 835	88 885	83,98	78 184	59 474	76,07	42 509	71,47
	65 125	50 636	77,75	55 665	46 117	82,85	63 652	41 315	64,91	29 440	71,26
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	65 125	50 636	77,75	55 665	46 117	82,85	63 652	41 315	64,91	29 440	71,26
			0			0	40 930	26 310	64,28	17 419	66,21
3 Dépenses d'acquisition de biens et services			0			0	40 930	26 310	64,28	17 419	66,21
	12 915 533	6 870 528	53,2	7 807 293	4 698 506	60,18	9 054 987	6 007 926	66,35	1 102 118	18,34
	30 503	0	0	64 206	42 754	66,59	65 150	39 848	61,16	22 970	57,64
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	30 503	0	0	64 206	42 754	66,59	65 150	39 848	61,16	22 970	57,64
	7 784	0	0	12 280	9 975	81,23	11 500	10 749	93,47	10 749	100
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	7 784	0	0	12 280	9 975	81,23	11 500	10 749	93,47	10 749	100
	1 505	0	0	10 060	1 230	12,23	11 500	4 249	36,95	750	17,65
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	1 505	0	0	10 060	1 230	12,23	11 500	4 249	36,95	750	17,65
	4 928	0	0	23 145	3 020	13,05	22 230	10 314	46,4	5 290	51,29
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	4 928	0	0	23 145	3 020	13,05	22 230	10 314	46,4	5 290	51,29
	6 835 855	4 020 843	58,82	3 517 352	2 036 838	57,91	921 000	513 770	55,78	248 722	48,41
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	36 044	23 808	66,05	13 400	7 541	56,27	13 000	8 223	63,25	7 273	88,45
5 Investissements exécutés par l'Etat	6 799 811	3 997 035	58,78	3 503 952	2 029 297	57,91	908 000	505 547	55,68	241 449	47,76
	431 500	227 562	52,74	193 750	122 772	63,37	130 000	76 497	58,84	74 997	98,04
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	2 500	0	0			0			0		0
5 Investissements exécutés par l'Etat	429 000	227 562	53,04	193 750	122 772	63,37	130 000	76 497	58,84	74 997	98,04
	3 130 635	1 365 636	43,62	3 185 005	1 979 983	62,17	5 068 607	3 377 834	66,64	504 376	14,93
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	94 930	66 599	70,16	45 963	27 224	59,23	44 183	21 541	48,76	8 172	37,94
5 Investissements exécutés par l'Etat	3 035 705	1 299 037	42,79	3 139 042	1 952 759	62,21	5 024 424	3 356 293	66,8	496 204	14,78
	2 469 545	1 254 347	50,79	801 495	501 935	62,62	2 825 000	1 974 666	69,9	234 265	11,86
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	32 545	17 136	52,65	21 158	15 729	74,34			0		0
5 Investissements exécutés par l'Etat	2 437 000	1 237 211	50,77	780 337	486 206	62,31	2 825 000	1 974 666	69,9	234 265	11,86
	3 279	2 140	65,25			0			0		0
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	3 279	2 140	65,25			0			0		0
	15 660	15 376	98,19	17 341	15 912	91,76	11 076	10 872	98,16	2 890	26,58

Catégorie	2022			2023			2024				
	Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées	Exécution au 31 juillet		Prévisions ajustées CP (après reglut. et ouvert. décrets)	Exécution au 31 juillet			
		Montant	Taux		Montant eng Visé	Taux		Montant eng Visé	Taux	Montant	Taux
		eng Visé								Liq	Liq
	15 660	15 376	98,19	17 341	15 912	91,76	11 076	10 872	98,16	2 890	26,58
3 Dépenses d'acquisition de biens et services	15 660	15 376	98,19	17 341	15 912	91,76	11 076	10 872	98,16	2 890	26,58
	68 265 585	44 501 024	65,19	54 954 480	38 061 120	69,26	61 546 751	45 828 402	74,46	35 594 669	77,67

ANNEXE 7 : SITUATION DES MARCHÉS JUGÉS INCERTAINS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2024
À LA DATE DU 31 JUILLET 2024 (en FCFA)

Ligne du PPM 2024 ou Imputations budgétaires						Objet	Montant ou crédits prévu	Observations
Programme	Action	Activité	Chapitre	Article	Paragraphe			
SECTION 24. MESRI							2 726 402 000	
64	6407	640719	1802000311	23	233	Travaux de construction de technopole pharmaceutique au profit du MESRI	1 358 902 000	Marché non encore lancé avec un délai d'exécution de 360 jours
62	6201	620148	1800600311	21	211	Recrutement d'un consultant pour le suivi contrôle et le suivi architectural des travaux de construction de la cité universitaire de l'UDDG au profit du MESRI (Lot1= 30 000 000 et Lot2= 15 000 000)	45 000 000	Marché non encore lancé avec un délai d'exécution de 180 jours
62	6201	620197	1800600311	23	232	Travaux de construction d'une cité universitaire à l'Université de Dédougou Nombre de lot: 1	600 000 000	Marché non encore lancé avec un délai d'exécution de 180 jours
62	6201	620198	1800600311	23	233	Travaux de construction d'un restaurant à l'Université Norbert ZONGO au profit du MESRI, Nombre de lot: 1	647 500 000	Marché non encore lancé avec un délai d'exécution de 180 jours
64	6407	640733	1802000311	21	211	Recrutement d'un consultant pour le suivi contrôle des travaux de construction des technopoles, Nombre de lot: 1	75 000 000	Marché non encore lancé avec un délai d'exécution de 180 jours
SECTION 10. MJDHRI							999 999 000	
17	1706	170614		23	233	Travaux de construction du TGI de Manga	750 000 000	Marché non encore lancé avec un délai d'exécution de 12 mois
17	1706	170614		23	233	suivi contrôle des travaux de construction du TGI de Manga	50 000 000	Marché non encore lancé avec un délai d'exécution de 13 mois
17	1701	170111		23	231	Travaux de construction de la deuxième phase de la Cour d'Appel de Ouaga	152 867 000	Marché non encore lancé avec un délai d'exécution de 12 mois
17	1701	170111		23	231	Suivi contrôle de la construction de la Cour d'Appel de Ouagadougou	47 132 000	Marché non encore lancé avec un délai d'exécution de 13 mois
SECTION 25							228 375 185	

Ligne du PPM 2024 ou Imputations budgétaires						Objet	Montant ou crédits prévu	Observations
Programme	Action	Activité	Chapitre	Article	Paragraphe			
67		670302		21	211	Recrutement d'un bureau d'étude ou groupement de bureau d'étude pour la faisabilité Technico économique, environnementale et d'avant-projet détaillé des travaux de bitumage des rues de l'ancienne zone industrielle de Kossodo	75 000 000	
67		670304		21	211	Réalisation d'une étude technique pour les travaux de construction de la clôture de la zone industrielle du secteur 23 de la ville de Bobo-Dioulasso	23 250 000	
67		670506		63	639	Recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser un plan d'affaires relatif à la construction de deux centres semi-industriels dans la filière coton textile du PIA au Burkina Faso	9 655 000	
69		690516		24	244	Acquisition d'équipement du deuxième bloc du village artisanal de Bobo-Dioulasso	25 029 460	
67		670330		21	211	Recrutement d'un bureau d'étude ou groupement de bureau d'étude pour la réalisation d'une étude d'impact environnemental et Sociale pour la mise en place d'un parc industriel dans la commune de Ziniaré (lot:1)	70 000 000	
71		710108		61	614	Entretien de l'ascenseur et du supprimeur au profit du MDICAPME	1 500 000	
67		670304		21	211	Réalisation d'une étude technique pour l'implantation de lampadaire dans la zone industrielle du secteur 23 de la ville de Bobo-Dioulasso	23 940 725	
<u>TOTAL</u>							3 954 776 185	

ANNEXE 8 : SITUATION D'EXÉCUTION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) PAR MINISTÈRE OU INSTITUTION (HORS SUBVENTIONS ET PRÊTS) DES EXERCICES 2023 ET ANTERIEURS AU 31 JUILLET 31 (en milliers de FCFA)

Programmes/ objet de la dépense	Montant engagé compta.	Montant cumulé des liquidations au 31 déc 2023	Restes à liquider au 31 déc 2023 sur l'AE engagée	Montant liquidé au 31 juillet 2024	Montant cumulé des liquidations au 31 juillet 2024	Taux liq	Reste à liquider au 31 juillet 2024
	a	b	c=a-b	d	e=b+d	f =e/a	g= a-e
09_Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	15 091 317	14 720 247	371 070	0	14 720 247	97,54	371 070
10_ Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	4 476 398	2 130 509	2 345 889	1 220 718	3 351 227	74,86	1 125 171
12_Ministère des Affaires Etrangères,de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	11 866 600	0	11 866 600	11 866 600	11 866 600	100,00	0
14_Ministère de l'économie et des finances	1 674 281	996 105	678 176	409 547	1 405 652	83,96	268 629
17_Ministère de la foncion publique, du travail et de la protection sociale	2 629 049	2 523 050	105 999	0	2 523 050	95,97	105 999
18_Ministère de la communication, de la culture, des arts et du tourisme	825 209	392 273	432 936	0	392 273	47,54	432 936
20_ Ministère du sport, de la jeunesse et de l'emploi	17 995 271	12 142 407	5 852 861	138 473	12 280 880	68,25	5 714 391
21_Ministère de la santé et de l'hygiène publique	23 345 887	4 405 729	18 940 158	3 636 978	8 042 707	0,34	15 303 180
22_Ministère de la femme, de la solidarité nationale et de l'action humanitaire	1 358 771	341 970	1 016 801	0	341 970	25,17	1 016 801
23_ Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	19 533 931	12 412 384	7 121 546	97 459	12 509 843	64,04	7 024 088
24_Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	9 390 985	2 731 934	6 659 051	109 501	2 841 435	30,26	6 549 550
25_ Ministère du développement de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et de petites et moyennes entreprises	1 262 027	317 684	944 343	0	317 684	25,17	944 343
26_Ministère de l'énergie, des mines et carrières	16 403 727	11 762 496	4 641 231	0	11 762 496	71,71	4 641 231
27_Ministère de l'agriculture des ressources animales et halieutiques	435 430	0	435 430	229 175	229 175	52,63	206 255
30_ Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	37 867 954	31 665 771	6 202 183	1 254 996	32 920 767	86,94	4 947 187
31_Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	146 154	4 956	141 198	0	4 956	3,39	141 198
32_Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	123 030 974	85 207 125	37 823 849	4 413 730	89 620 855	72,84	33 410 119
38_Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	1 982 723	732 620	1 250 103	0	732 620	36,95	1 250 103
Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	3 814 211	1 876 005	1 938 206	703 867	2 579 872	67,64	1 234 339
52_Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	7 459 890	7 268 145	191 745	0	7 268 145	97,43	191 745
TOTAL GENERAL	300 590 789	191 631 410	108 959 376	24 081 044	215 712 454	71,76	84 878 335

ANNEXE 9 : SITUATION AU 31 JUILLET 2024 DES DÉPENSES NON ABOUTIES (DNA) DU BUDGET DE L'ETAT - EXERCICES 2023 ET ANTÉRIEURS À RÉENGAGER SUR L'EXERCICE 2024 (en milliers de FCFA)

Section	DNA exercices antérieurs			Traitement des DNA au 31 juillet de l'année 2024			
	Montant engagé	Montant liquidé	Montant DNA au 31/12/2023	Montant annulé/dégagé	Reste à dégager	Montant réengagé	Reste à réengager
	(1)	(2)	(3)=(1)-(2)	(4)	(5)=(3)-(4)	(-6)	(7)= (3)-(-6)
02_Secrétariat général du Gouvernement et du Conseil des ministres	1 487	1 487	1 487	1 487	0	1 487	0
03_Primature	256 555	37 685	218 870	218 870	0	194 693	24 177
09_Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	809 977	7 029	802 948	802 948	0	74 276	728 672
10_Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	4 619 318	2 230 293	2 389 025	1 590 559	798 466	1 970 737	418 288
14_Ministère de l'économie et des finances	1 404 913	214 973	1 031 882	979 085	52 797	876 462	155 420
17_Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	348 068	209 213	138 854	138 854	0	78 649	60 206
18_Ministère de la Communication, de la culture des Arts et duTourisme	870 720	392 273	478 448	467 647	10 801	161 176	317 272
20_Ministère du sport, de la jeunesse et de l'emploi	729 684	444 475	285 207	116 597	168 610	98 856	186 351
21_Ministère de la santé et de l'hygiène publique	26 147 118	4 722 175	20 802 655	21 416 968	0	4 159 430	16 643 226
22_Ministère de la femme, de la solidarité nationale et de l'action humanitaire	1 434 747	364 252	1 070 494	1 070 494	0	248 669	821 825
23_Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	19 306 109	9 494 504	9 811 605	4 711 339	5 100 266	1 437 574	8 374 031
24_Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	497 373	21 244	476 130	458 576	17 554	122 772	353 358
25_Ministère du développement de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et de petites et moyennes entreprises	699 291	292 581	406 709	173 637	233 073	194 715	211 994
26_Ministère de l'énergie, des mines et carrières	560 584	17 401	543 182	0	543 182	1 581	541 601
27_Ministère de l'agriculture des ressources animales et halieutiques	1 273 152	831 978	475 274	475 274	0	475 274	0
30_Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	6 000	0	6 000	6 000	0	6 000	0
31_Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	146 154	4 956	141 198	141 198	0	48 456	92 742
32_Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	75 474	64 639	10 835	0	10 835	0	10 835
38_Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat	2 038 258	737 532	1 300 726	1 276 430	24 296	2 455	1 298 271
42_Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	284 178	8 485	275 693	252 692	23 001	200 991	74 702
52_Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	65 884	2 565	63 319	51 441	11 878	0	63 319
59_Commission de l'Informatique et des Libertés	21 423	6 008	14 573	14 573	0	14 573	0
TOTAL	61 596 467	20 097 175	40 745 115	34 364 669	6 994 758	10 368 826	30 376 290